Nations Unies S/PV.5220



Conseil de sécurité

Soixantième année

Provisoire

5220e séance

Jeudi 30 juin 2005, à 10 h 20

New York

Président :	M. de La Sablière	(France)
Membres :	Algérie	M. Benmehidi
	Argentine	M. Mayoral
	Bénin	M. Zinsou
	Brésil	M. Tarrisse da Fontoura
	Chine	M. Zhang Yishan
	Danemark	Mme Løj
	États-Unis d'Amérique	Mme Patterson
	Fédération de Russie	M. Denisov
	Grèce	M. Vassilakis
	Japon	M. Kitaoka
	Philippines	M. Mercado
	République-Unie de Tanzanie	M. Manongi
	Roumanie	M. Motoc
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Emyr Jones Parry

Ordre du jour

La crise alimentaire en Afrique, menace à la paix et à la sécurité

Exposé de M. Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial

05-40443 (F)

La séance est ouverte à 10 h 20.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La crise alimentaire en Afrique, menace à la paix et à la sécurité

Exposé de M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial

Le Président : Conformément à l'accord auquel le Conseil de sécurité est parvenu lors de ses consultations préalables, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, en vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire, M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

J'invite le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, M. James Morris, à prendre place à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

À la présente séance, le Conseil entendra un exposé du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, M. James Morris. Après son exposé, je donnerai la parole aux membres du Conseil qui souhaiteraient faire des observations ou poser des questions à M. Morris.

Je donne maintenant la parole à M. Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial.

M. Morris (*parle en anglais*) : Je suis très reconnaissant de cette occasion qui m'est offerte de prendre la parole devant le Conseil au sujet d'un ensemble de questions humanitaires, tout particulièrement dans la mesure où elles ont un impact sur la paix et la sécurité en Afrique.

Monsieur le Président, j'ai écouté hier avec attention les observations que vous avez faites au cours du déjeuner. J'ai pensé qu'en quelques phrases, vous aviez fait preuve d'une perspicacité exceptionnelle et indiqué la voie à suivre s'agissant du programme humanitaire et du programme de développement en ce qui concerne les questions très difficiles de paix et de sécurité et les conséquences extraordinaires que ces questions ont sur des centaines de millions de personnes qui sont véritablement et terriblement en danger. Vous avez dit qu'il était important de se concentrer sur les choses essentielles. Vous avez dit qu'il n'était pas possible de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement en l'absence de paix. Effectivement, je dirais que sans la paix, il n'y a aucune chance de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. Vous avez évoqué l'impératif d'accélérer les processus engagés au sortir des conflits afin de traiter des Objectifs du Millénaire pour le développement. Puis vous avez dit que la prévention relevait du bon sens et que tout progrès en matière de développement supposait une bonne gouvernance. J'admire quiconque peut dire autant de choses avec si peu de mots. Vos observations étaient très pertinentes.

Il y a quelques semaines, le Président Obasanjo du Nigéria s'est rendu à Rome pour rencontrer le Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (PAM). Il est venu parler des relations entre alimentation, paix et sécurité. Il a dit quelque chose que je n'oublierai jamais : « Quiconque souffre de la faim est une personne en colère. Il est dans notre intérêt à tous d'éliminer la cause de cette colère ».

J'ai récemment eu le privilège d'effectuer mon cinquième voyage en Afrique australe en ma qualité d'Envoyé spécial du Secrétaire général chargé d'évaluer les besoins humanitaires en Afrique australe. J'étais accompagné par Ann Veneman, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et par Peter Piot, du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).

À mon avis, la plus grave crise humanitaire qui frappe actuellement le monde n'est pas celle qui sévit au Darfour ni en Afghanistan ou en Corée du Nord, aussi problématiques soient ces situations. En réalité, il s'agit de la désintégration graduelle des structures sociales en Afrique australe. Le cœur même du problème est la faim. La conjugaison funeste du sida, des sécheresses à répétition, des régimes en faillite et du manque de capacités érode la stabilité sociale et politique.

Les données relatives à l'Afrique australe sont ahurissantes et accablantes. L'an dernier, un million de personnes sont mortes du sida. La pandémie entre maintenant dans sa phase culminante, qui couvrira les années 2005 à 2007. Les chiffres vont continuer de grimper. L'espérance de vie dans la région a chuté de

20 ans en moyenne. Réfléchissez-y. Les enfants qui naissent en Amérique du Nord, en Europe et au Japon peuvent espérer vivre deux fois plus longtemps que ceux nés au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe. L'espérance de vie en Afrique australe est à peine plus élevée que celle qui existait en Europe au Moyen-Âge. Le plus triste, et le plus répréhensible, c'est l'impact que tout cela a sur les enfants.

Cette année, le Programme alimentaire mondial estimait que 3,5 millions de personnes auraient besoin d'une aide alimentaire d'urgence en Afrique australe. Aujourd'hui, cette estimation est passée à 8,3 millions, essentiellement en raison des faibles précipitations en janvier, février et pendant une grande partie du mois de mars. On recense plus de 4 millions de personnes en danger au Zimbabwe, 1,6 million au Malawi, 1,2 million en Zambie et 900 000 au Mozambique. Le cas de la Zambie est particulièrement grave sachant que, ces deux dernières années, le Programme alimentaire mondial a acheté à ce pays 150 000 tonnes métriques de produits alimentaires destinés à d'autres régions du monde.

La prévalence du VIH a de lourdes conséquences sur la mortalité et l'espérance de vie. Elle a pour effet direct de réduire la capacité locale de production alimentaire. Cette catastrophe a d'immenses retombées sur la production alimentaire. La prévalence du VIH dans la région est comprise entre 12 % au Mozambique et 42 % au Swaziland. Il est courant que les ministres de ces Gouvernements parlent avec anxiété de l'éventualité que des collègues proches meurent du sida et redoutent l'effondrement de leurs systèmes éducatif et sanitaire. Rien qu'en 2003, le Lesotho a perdu un tiers de sa population active et 15 % de ses enseignants. Le Premier Ministre du Lesotho m'a dit : « Jim, en 2010 au plus tard, la moitié de nos enseignants seront morts à cause du sida ». Le Président zambien Mwanawasa m'a raconté que son pays perdait ses enseignants à une vitesse deux fois plus élevée que celle nécessaire pour former des remplaçants.

Dans les zones rurales, à l'extérieur de nombreux villages, la terre est en friche faute de bras pour la labourer. Une génération entière a disparu. Il n'y a plus personne pour apprendre le travail de la terre à la vivante. Le secteur qui affiche la plus forte croissance est celui des pompes funèbres. Le sida a tué près de 8 millions d'agriculteurs africains, soit plus que le nombre total des agriculteurs d'Amérique du Nord et d'Europe. C'est énorme. On compte aujourd'hui 14 millions d'orphelins en Afrique subsaharienne du fait du VIH/sida et ce nombre atteindra la barre des 20 millions dans les cinq prochaines années. Le mal est fait; il n'y a rien que nous puissions faire pour réduire ce chiffre à court terme.

J'aimerais pouvoir trouver un moyen de capter l'intérêt du public et des médias sur les souffrances qu'endure l'Afrique australe. Je n'oublierai jamais cette grand-mère de 70 ans au Swaziland. Elle et son mari de 80 ans, aveugle de surcroît, avaient une dizaine d'enfants en bas âge à leur charge. Certains étaient leurs petits-enfants, d'autres non. Bien souvent en Afrique, les villages font office de famille élargie. C'est en quelque sorte leur système de sécurité sociale. À bien des égards, il fait l'envie du monde entier. Mais aujourd'hui, il se trouve au bord de la rupture, le sida n'ayant jamais fait autant de victimes.

La faim est le symptôme d'un échec : mauvaises récoltes, difficulté de se relever d'une catastrophe naturelle et impossibilité de vaincre les injustices sociales, les querelles ethniques et la haine raciale. Mais pour lutter contre la faim et la malnutrition et pour sauver les femmes et les enfants, qui en sont les principales victimes, il faut la coopération de tous les responsables dans les domaines où ces échecs ont eu lieu. Même lorsque nous pouvons compter sur la coopération des autorités civiles, l'acheminement de vivres et de l'aide humanitaire en général est bien périlleux. Le Programme alimentaire mondial a vu périr plus de fonctionnaires que tout autre organisme, excepté le Département des opérations de maintien de la paix. Les attaques contre les convois et les prises d'otage ne sont pas rares. Nous avons perdu trois personnes au Darfour au cours des dernières semaines.

L'ONU compte un Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Jean Ziegler. D'un certain côté, lui et moi sommes complètement à l'opposé sur le plan des idées politiques et économiques. Il est l'un des chefs de file des socialistes en Suisse, tandis que moi suis un capitaliste américain invétéré. Certes, nous ne regardons pas le monde à travers le même prisme, mais nous ne pourrions être plus d'accord sur un point : les personnes vulnérables, victimes de la faim – en particulier les femmes et les enfants – ont le droit à l'alimentation. Et nous sommes d'accord sur le fait que les vivres ne devraient jamais être une arme de guerre ou un instrument de coercition diplomatique. Le Président Ronald Reagan l'a parfaitement montré

lorsqu'il a approuvé l'octroi d'une aide des États-Unis à l'Éthiopie, au moment de la grande famine de 1985, et ce en dépit de sa forte antipathie à l'égard du régime communiste au pouvoir dans le pays à cette époque. Il l'a dit dans des termes simples : « Un enfant qui a faim ne sait rien de la politique ». Indépendamment des péchés supposés d'un gouvernement ou de l'indignation populaire, nous ne pouvons, en situation d'urgence, utiliser l'aide à des fins de tactique politique.

Malheureusement, en Afrique, l'alimentation reste une arme politique.

Au cours de la dernière décennie, nous avons vu utiliser la faim comme arme de guerre au Darfour, au Sud-Soudan, en Somalie, en Angola, dans le nord de l'Ouganda, en République démocratique du Congo et en Afrique de l'Ouest. Par parenthèse, cette tactique n'est en rien restreinte à l'Afrique : elle a été encore utilisée en Europe en 1992 par les Serbes bosniaques lors du siège de Sarajevo. Lorsque la haine nous dépouille de notre civilité, nous sommes capables d'une barbarie incroyable. L'exemple le plus frappant de l'utilisation de la faim comme arme, aujourd'hui, se trouve au Darfour, où la situation continue de se dégrader. En janvier, nous estimions à 2,8 millions le nombre de personnes qui auraient besoin d'aide alimentaire si l'on voulait empêcher une famine majeure, mais aujourd'hui, ce chiffre se rapproche de 3,5 millions de personnes. Nous obtenons d'assez bons résultats sur le plan alimentaire, mais les travailleurs des camps de réfugiés vivent dans la crainte qu'à mesure que les provisions alimentaires diminuent au Darfour, encore plus de populations n'affluent vers les camps où l'ONU et les organisations non gouvernementales sont critiquement peu à même de fournir l'eau, l'assainissement et les soins de santé de base.

Dans une grande partie de l'Afrique, la présence de la faim est un baromètre précis du niveau d'instabilité sociale. Peu importe que l'instabilité soit causée par un conflit civil, la sécheresse, le sida, la mauvaise gouvernance ou une conjonction de ces facteurs, le fait est que la famine l'accompagne presque toujours. Une étude faite par l'ONU sur une demi-douzaine de conflits en Afrique, sur une période de 20 ans, a démontré une corrélation absolue entre les conflits armés et la diminution de la production agricole – de 20 % en moyenne par an – et partant, l'extension de la famine.

Un conflit peut certes être à l'origine d'une famine, mais qu'en est-il de la situation inverse? Le rapport entre faim et conflit est à rapprocher du rapport entre faim et pauvreté. La faim est à la fois une cause et un effet de la pauvreté; elle est aussi une cause et un effet du conflit politique, bien que la faim ne soit en général que l'un des nombreux facteurs en présence. Un Africain sur trois souffre de malnutrition et nous n'avons guère d'indications d'évolution en la matière au cours des 10 dernières années. En Afrique centrale, entièrement bouleversée par la guerre en République démocratique du Congo, le pourcentage de personnes souffrant de malnutrition est passé de 53 % en 1995 à plus de 70 % aujourd'hui. Dans d'autres zones où les conflits ne constituent pas un facteur aussi essentiel, comme au Ghana, au Nigéria, au Malawi et à Madagascar, la situation nutritionnelle de la population s'est améliorée. Nous suivons tous un système appelé « cartographie de la vulnérabilité », où nous avons recours à divers indicateurs, tels que les cours du marché, les taux de malnutrition et les modes de consommation alimentaire des ménages pour dresser des cartes indiquant les foyers de famine. La corrélation entre ces foyers et la violence politique dans des endroits comme la Somalie, le Soudan et le nord de l'Ouganda est frappante.

La faim chronique dans les campagnes africaines a une influence déstabilisante qui sape la stabilité politique et la sécurité. Elle pousse les populations rurales à l'exode vers les villes, où la présence d'au moins quelques services sociaux de base – dont la distribution gratuite ou subventionnée d'aliments – incite la population à s'installer. Il est probable qu'avec l'accès croissant aux traitements antirétroviraux – dont, à n'en pas douter, les zones urbaines profiteront en premier – les villes constitueront un phare encore plus enviable pour un exode rural croissant. Des vagues entières d'orphelins du sida fuient les campagnes et arrivent dans les villes sans aucun moyen de subsistance, contribuant par là souvent à la désintégration sociale et à la criminalité. On recrute beaucoup plus facilement comme enfants soldats des enfants qui ont faim dans des zones comme le nord de l'Ouganda. Nous devons consentir un effort spécial avec la distribution de nourriture dans les écoles et d'autres actions visant à maintenir ces enfants en zone rurale et à l'école.

Les prévisions de croissance de la population en Afrique subsaharienne sont parmi les plus élevées du

monde, avec des taux de croissance prévus de plus de 6 % par an dans des villes comme Nairobi, Lagos et Lusaka. L’incidence de l’exode rural sur l’emploi en Afrique a été exactement l’inverse de celle constatée en Europe occidentale et aux États-Unis : elle s’est traduite par l’augmentation plutôt que par la baisse du chômage et de l’instabilité sociale. Il arrive un moment où les capacités des autorités locales atteignent leurs limites et où l’on ne répond plus aux exigences sociales, ce qui aggrave les tensions politiques et sociales internes entre groupes ethniques rivaux peu habitués, probablement, à devoir partager le même espace.

La concurrence pour des ressources alimentaires limitées peut mener à la violence et à l’instabilité. La grande dépendance de l’agriculture africaine par rapport aux pluies et l’importance du mode de vie pastoral contribuent à des mouvements de populations susceptibles de susciter des conflits. La violence au Darfour, par exemple, a réduit les mouvements des nomades et conduit à un surpâturage dans des zones insuffisamment alimentées en eau, et partant, à des conditions proches de la sécheresse. Nous connaissons ce problème depuis des décennies, non seulement au Soudan, mais en Mauritanie, au Sénégal et à d’autres endroits. Lorsque les familles ne peuvent ni cultiver ni commercialiser les produits de l’élevage, elles commencent à migrer. L’économie du nord du Darfour est maintenant en ruines; la plupart des marchés sont fermés; les combats ont presque totalement éliminé les cultures et les cours des céréales ont atteint des niveaux sans précédents. L’insécurité a poussé la population vers le nord, ce qui grève de façon insoutenable les rares sources d’eau et les ressources de la chasse et de la pêche. En mars, une mission interinstitutions a prévenu que sans déblocage d’une assistance supplémentaire, il y aurait de nouveaux déplacements de populations et des tensions croissantes entre la communauté des personnes déplacées et les communautés qui les accueillent.

L’accès à l’alimentation a été utilisé comme une arme au plus fort de la guerre civile au Soudan. La famine de 1988 a provoqué la mort d’un quart de million de personnes. Avec l’accord de paix actuel qui prévaut dans la plus grande partie du Soudan, le paradoxe est que la volonté d’aider par une assistance alimentaire est moins présente et que cela pourrait bien nuire au processus de paix. Nous estimons que, dans le reste du Soudan, au moins 3,2 millions de personnes touchées de façon générale par les répercussions du processus de paix sont en grand danger de famine et ont besoin de nourriture. Il y a maintenant plus de Soudanais déplacés fuyant vers le Kenya et l’Ouganda voisins que de réfugiés qui rentrent chez eux. C’est tout à fait remarquable.

La présence continue dans le pays d’un grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés constitue en soi une menace à la stabilité politique et économique et la menace de la famine ajoute des complications importantes à la question de leur réinstallation. Il est difficile de persuader une famille en Angola, par exemple, de rentrer dans son village d’origine si elle ne dispose pas de suffisamment de réserves alimentaires pour tenir jusqu’à la prochaine récolte. Le PAM investit énormément dans les programmes de rapatriement destinés à permettre aux anciens combattants de se nourrir et de nourrir leur famille pendant le processus de réinstallation dans leurs foyers.

L’aide alimentaire s’est avérée une composante critique des efforts de désarmement, de démobilisation et de réinsertion en Afrique. Rien qu’au cours des cinq dernières années, nous nous sommes occupés de 800 000 combattants au Libéria, au Burundi, en Somalie, en République démocratique du Congo, en Sierra Leone, au Rwanda et en Angola. Et je ne peux m’empêcher de redire que lorsque nous avons vu les ex-combattants de toutes les parties au conflit au Libéria, 70 à 80 % d’entre eux étaient des enfants très jeunes. Cette dernière semaine, nous avons donné notre feu vert à un nouveau programme d’aide à la démobilisation pour 150 000 anciens combattants et miliciens en République démocratique du Congo, où s’est accentuée, au cours des derniers mois, la pression pour démobiliser et désarmer.

En Afrique, où des milliers de personnes sont encore déplacées par plus de 10 ans de guerre, l’aide alimentaire est utilisée pour aider à rétablir la stabilité sociale et économique. Selon le rapport d’un de mes collègues, la stabilité actuelle reste fragile en Afrique de l’Ouest et tout progrès est impossible si les populations manquent de choses essentielles comme les vivres, un toit et les moyens de maintenir leur famille en bonne santé. L’aide alimentaire est aujourd’hui un outil qui permet d’appuyer l’éducation des populations, et de les aider à reconstruire leur communauté et à trouver les moyens d’assurer leur propre entretien.

Un accord de paix facilité par l'Afrique du Sud a suscité un certain optimisme concernant la Côte d'Ivoire, mais le pays reste dangereusement divisé. Il était prévu que le désarmement commence cette semaine mais ce sera difficile. Nos opérations visent 922 000 personnes dans la région, dont 700 000 rien qu'en Côte d'Ivoire et le reste dans les pays voisins du Burkina Faso, du Mali et du Ghana. Nous fournissons des rations alimentaires à 26 000 réfugiés libériens et personnes déplacées en Côte d'Ivoire. Les combats en Côte d'Ivoire avaient soi-disant commencé par suite du déni des droits politiques. Là encore, la concurrence qui se livre pour des ressources agricoles limitées a joué un rôle alors que l'économie s'essoufflait, les niveaux de vie s'effondraient et le nombre de migrants à l'intérieur du pays commençait à grossir.

À notre sens, dans les temps modernes, peu de phénomènes sont aussi politiques que l'aide humanitaire. Les donateurs mondiaux principaux opèrent tous des choix franchement politiques quand ils décident quels projets d'aide humanitaire financer. Certains font ces choix dans un effort pour donner une dimension mondiale à leur aide d'urgence, d'autres se concentrent sur des régions, sur d'anciennes colonies, ou bien, où ils voient pour eux-mêmes le plus grand intérêt socioéconomique. Il y a quelque temps, nous avons comparé l'aide acheminée par le PAM avec les tendances plus générales de l'APD, qui inclut l'aide humanitaire, et les conclusions sont intéressantes. En 2003, 23 % de l'APD totale est allée aux pays les moins avancés et 24 % à l'Afrique. Le portefeuille du PAM s'oriente essentiellement sur l'aide d'urgence et se concentre principalement sur l'Afrique. Les trois quarts de notre aide sont allés aux pays les moins avancés et aux pays africains.

Les engagements pris en faveur de l'APD se multiplient de manière générale, et des initiatives européennes récentes, surtout les pays nordiques et l'Union européenne, sont particulièrement encourageantes.

L'aide humanitaire, d'une importance critique en Afrique, est en net déclin. Au niveau mondial, elle a chuté de plus de 1,8 million de tonnes métriques l'an dernier, hormis pour l'Iraq. Ceci intervient malgré le fait que le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde soit passé de 790 millions en 1990 à 852 millions aujourd'hui. Si les Chinois n'avaient pas connu le succès remarquable qu'ils ont connu en délivrant, selon leurs propres critères, 300 millions de personnes de la faim et de la pauvreté ces 25 dernières années – ce qui est réellement l'une des plus grandes réalisations de l'humanité –, le nombre de personnes souffrant de la faim serait tout simplement illimité.

Il m'arrive de penser que le pire endroit pour un enfant souffrant de la faim en Afrique aujourd'hui serait un pays en paix avec ses voisins et relativement stable mais dans une pauvreté absolue. Les niveaux de financement augmentent avec la recrudescence de la violence et l'intérêt accru des médias.

Nous sommes encouragés par l'attention croissante que prêtent les donateurs à certaines des situations d'urgence moins connues. L'annonce récente par le Président Bush d'une aide alimentaire de 50 000 tonnes à la Corée du Nord a été particulièrement appréciée, ainsi que l'a été une donation précédente de l'Allemagne.

Je voudrais donner au Conseil un exemple poignant qui montre clairement l'importance de l'aide humanitaire. Si l'on compare un garçon de 7 ans en Corée du Nord à un garçon du même âge en Corée du Sud, le petit coréen du Nord sera plus petit de 8 pouces et aura 20 livres de moins.

La Commission Blair est remarquable dans la façon dont elle appelle l'attention de l'opinion publique sur les besoins humanitaires et de développement en Afrique. Les Présidents Lula, Chirac et Lagos ainsi que le Premier Ministre Zapatero, oeuvrent ensemble pour donner la plus haute priorité à la faim.

Pour terminer, je voudrais remercier les membres du Conseil de l'appui qu'il manifeste aux personnes souffrant de la faim en Afrique et au Programme alimentaire mondial. La France a récemment doublé sa contribution; le Japon, le Danemark et le Royaume-Uni ont toujours été des donateurs importants dans les situations d'urgence; et la Russie, la Chine et l'Inde ont rejoint les rangs des donateurs. Une fois encore, en 2004, les États-Unis ont octroyé une aide de plus d'un milliard de dollars.

Un certain nombre de faits sont encourageants pour l'Afrique. L'initiative de réduction de la dette du Groupe des Huit, le réveil de l'intérêt du public, comme l'a montré la reprise des manifestations de soutien en direct, l'annonce par le Président Bush et le Premier Ministre Blair d'une aide alimentaire d'urgence de 674 millions de dollars, le travail

accompli par le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et l'Union africaine; et d'autres initiatives prises au niveau local en faveur du développement autorisent un certain optimisme. Le PAM également cherche à être plus créatif dans son approche et étudie la possibilité d'un plan d'assurance contre la famine en Éthiopie, en partenariat avec la Banque mondiale. L'Éthiopie est un lieu inhabituel dans le sens où elle bénéficie de l'appui par habitant le plus important pour les situations d'urgence mais reçoit le soutien le plus faible pour les activités de développement. Nous examinons également les moyens de maximiser l'impact de l'appui que vous nous accordez. À certains égards, nous adoptons la façon de voir les choses des compagnies d'assurance, lorsque nous déterminons de façon actuarielle la fiabilité de l'appui que vous nous offrez quand il est effectivement versé dans nos comptes en banque. Une fois que nous déterminons de façon actuarielle la fiabilité de ce qu'il adviendra, nous sommes en mesure de dépenser cet argent dès le premier jour, au lieu d'attendre le transfert effectif des fonds. Nous savons que si nous sommes â même d'utiliser au plus tôt les ressources dont nous disposons, nous pouvons probablement nourrir 20 % de personnes de plus avec la même somme d'argent durant un an.

Nous disons fièrement que le PAM a progressivement réduit son aide alimentaire dans 25 pays depuis le milieu des années 90. En Afrique aussi, nous voulons un jour éliminer progressivement notre aide.

En 2000, au Sommet du Millénaire, toutes les nations se sont engagées ici à réduire de moitié la proportion de la population mondiale vivant dans la pauvreté et souffrant de la faim. Il est temps que nous commencions à accomplir les progrès escomptés et, par là même, que nous instaurions la paix et la sécurité sur un continent en difficulté. La façon la plus convaincante d'attirer les investissements est pour nous tous de trouver un moyen pour nourrir les 300 millions d'enfants souffrant de la faim dans le monde. Ce que nous avons proposé est possible et n'est pas coûteux. Le résultat – les changements dans la vie d'un jeune être quand il est nourri à sa faim dans ses premières années et qu'il a la possibilité d'aller à l'école, ne serait-ce que pendant quelques années – est que tout ce qui concerne la vie de cet enfant, cette communauté, et en fin de compte, ce pays, va pour le mieux. La somme d'argent nécessaire pour ce faire, en partenariat avec les pays hôtes, n'est pas considérable mais c'est, à mon sens, le moyen le plus significatif que nous ayons de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement en éliminant pratiquement, sur une période de 10 ans, la faim pour les enfants dans le monde.

Le Président : Je remercie le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial pour son exposé très riche.

Étant donné qu'il n'y a pas de liste d'orateurs pour la présente séance, j'invite les membres du Conseil qui souhaitent prendre la parole à en informer le Secrétariat.

Mme Løj (Danemark) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par vous remercier, Monsieur le Président, pour avoir organisé la présente séance d'information aujourd'hui. L'invitation faite à M. James Morris de faire un exposé au Conseil sur la crise alimentaire en Afrique, menace à la paix et à la sécurité, est le type d'initiative qui nous aide à approfondir notre compréhension de la prévention des conflits et du règlement des conflits dans le cadre des travaux du Conseil de sécurité.

Je tiens à remercier également M. Morris de son exposé détaillé – un exposé qui montre clairement l'utilité des contributions pour les travaux du Conseil. Si je puis dire, le compte rendu de M. Morris de la situation à laquelle font face chaque jour des millions de pauvres en Afrique est une leçon de réalisme extrêmement bénéfique pour nos travaux.

Nous assumons tous un rôle et des responsabilités qui consistent à aider à briser le cycle vicieux de l'instabilité, de la pauvreté et de la crise humanitaire prolongée. Le premier objectif du Millénaire pour le développement est de réduire de moitié la proportion de la population mondiale vivant dans la pauvreté d'ici 2015, et l'une des conditions préalables pour atteindre cet objectif très ambitieux est, notamment, que l'aide humanitaire soit accompagnée d'activités qui jettent un pont sur la voie du développement.

La création attendue d'une Commission de consolidation de la paix marquera un nouveau départ pour une approche globale des pays qui sortent d'un conflit. Au cours de la phase d'après conflit, la Commission constituera un forum de coordination des questions humanitaires, notamment.

La situation au Soudan a fait l'objet de débats approfondis lors des consultations qui se sont tenues hier. J'aimerais cependant réitérer notre inquiétude face à la situation humanitaire. Des dizaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées rentrent dans le sud du Soudan, et il faut continuer à assurer des secours pour garantir la paix et la stabilité.

Nous partageons la vive préoccupation exprimée par M. Morris à l'égard de la situation humanitaire en Afrique, en particulier les conséquences de la « triple menace » que sont l'insécurité alimentaire, le VIH/sida et une capacité de gouvernance affaiblie, laquelle est pertinente à l'évolution actuelle de la situation dans de nombreux pays africains, y compris le Zimbabwe. Nous sommes extrêmement préoccupés par la crise actuelle au Zimbabwe, qui a laissé plus de 275 000 personnes sans foyer et a entraîné une aggravation de la crise humanitaire. Le Gouvernement zimbabwéen doit s'acquitter de ses obligations internationales, en particulier pour ce qui est du respect scrupuleux des droits de l'homme.

Au vu de la présente situation au Zimbabwe, nous félicitons le Secrétaire général d'avoir nommé la Directrice exécutive d'Habitat Envoyée spéciale chargée des questions relatives aux établissements humains au Zimbabwe, et nous attendons avec intérêt de recevoir son rapport à son retour du Zimbabwe.

J'ai quelques brèves questions à poser à M. Morris.

Premièrement, nous aimerions savoir ce que M. Morris pense de la coordination entre le Programme alimentaire mondial et le Département des opérations de maintien de la paix – par exemple, pour ce qui est de l'insécurité alimentaire dans les situations de conflit et de la gestion de l'aide alimentaire dans ces régions. Je pense en l'occurrence tout particulièrement au Soudan.

Deuxièmement, la nécessité d'une réaction exceptionnelle a été soulignée à juste titre par rapport à la triple menace et aux dangers potentiels liés à l'instabilité. Quelles sont, de l'avis de M. Morris, les priorités les plus urgentes dans les activités internationales en cours? Plus précisément, comment envisage-t-il les contributions du Programme alimentaire mondial?

Troisièmement, en tant qu'Envoyé spécial de l'ONU, M. Morris n'a cessé de souligner l'importance des arrangements de coordination établis à Johannesburg pour les activités de l'ONU en Afrique australe. Quelle est la raison de leur si grand succès? Estime-t-il que l'ONU a des enseignements plus généraux à en tirer?

Enfin, si le Programme alimentaire décide de fournir une aide alimentaire au Zimbabwe, recevra-t-il des garanties du Gouvernement que cette aide sera distribuée selon les besoins?

Je terminerai en saluant M. Morris pour son rôle de plaidoyer actif, faisant connaître la situation difficile de millions de personnes dont la vie a été ravagée par des crises qui ne sont que trop réelles pour elles, mais que trop souvent, nous négligeons.

M. Denisov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je tiens moi aussi à souhaiter la bienvenue au Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial et à le remercier pour son exposé.

Nous souscrivons pleinement à l'idée, mentionnée par le Président Obasanjo du Nigéria et reprise par M. Morris dans son exposé aujourd'hui.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Une personne affamée est une personne enflammée de colère.

C'est vrai, et nous le comprenons bien. C'est pourquoi, en tant que membre responsable de la communauté internationale, la Russie estime que le problème du renforcement de la paix et de la sécurité est intrinsèquement lié à la question du développement socioéconomique de l'Afrique et d'autres régions troublées du monde. C'est pour cette raison que nous menons des efforts dans divers domaines pour aider les pays africains.

Je voudrais citer deux ou trois statistiques. La Russie a annulé ou promis d'annuler la dette de pays africains pour un montant supérieur à 16 milliards de dollars, y compris plus de 2 milliards de dollars dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Notre gouvernement a pris de nouveaux risques lorsqu'il a décidé de verser des contributions additionnelles aux Fonds d'affectation spéciale de cette Initiative et de participer à la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement pour la période 2006-2014. L'Afrique subsaharienne recevra environ la moitié – soit 49 % – de cette somme. Nous nous

efforçons de continuer, comme par le passé, à aider l'Afrique à former ses propres ressortissants dans le domaine de la santé publique. Par ailleurs, nous fournissons régulièrement sur une base bilatérale une aide humanitaire d'urgence.

Nous comprenons toutefois que cela ne suffit pas. Nous tentons donc de développer des partenariats avec des donateurs multilatéraux, principalement avec le Programme alimentaire mondial. M. Morris l'a mentionné dans sa déclaration. Cette année, nous verserons régulièrement des contributions aux activités humanitaires du Programme.

Nous souscrivons pleinement à l'idée que seule une action coordonnée de la part de la communauté internationale pour assister les pays africains, principalement dans le domaine humanitaire, aidera ces pays à progresser dans la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement.

M. Tarrisse da Fontoura (Brésil) (*parle en anglais*) : Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette réunion d'information opportune. Je remercie également M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), des informations qu'il nous a communiquées.

Comme nous l'avons fait observer lors du récent débat sur la protection des civils dans les conflits armés, le nombre et l'ampleur des catastrophes humanitaires provoquées par les conflits après la guerre froide sont ahurissants. Les civils sont de plus en plus souvent les victimes des conflits armés par le biais du nettoyage ethnique, du déplacement, du ciblage délibéré et, avec des conséquences dévastatrices, de la famine.

Le Conseil de sécurité s'est dûment intéressé à la question des crises humanitaires résultant des conflits, et nous nous félicitons de pouvoir examiner la corrélation entre famine et conflits armés et la façon dont la communauté internationale peut coordonner cette action pour remédier le mieux possible à cette question.

Le Programme alimentaire mondial est l'institution des Nations Unies qui possède la plus grande capacité logistique de fournir des aliments indispensables aux personnes se trouvant dans des situations d'urgence résultant de causes naturelles ou émanant de conflits, ce qui est la préoccupation principale de cette instance.

Compte tenu de la participation du Brésil à la lutte contre la faim et la pauvreté, il n'est guère surprenant que nous accordions une grande importance à la notion de sécurité alimentaire, l'un des piliers de l'activité du Programme alimentaire mondial. Garantir la sécurité alimentaire est un impératif moral tant dans les situations d'urgence que sur une base permanente.

Nous souscrivons pleinement à l'approche à deux volets du PAM, qui s'attaque à ces deux problèmes en mettant en œuvre des opérations de développement d'urgence et des opérations plus axées sur les problèmes structurels. Cette approche à deux volets est nécessaire pour traiter de la corrélation entre famine et conflit, car il est indispensable d'instaurer la sécurité alimentaire pour créer les conditions permettant aux sociétés déchirées par les conflits d'en sortir. Il est vrai également que sans sécurité alimentaire, les sociétés en paix sont plus vulnérables aux conflits.

La communauté internationale doit s'attaquer aux causes socioéconomiques profondes des conflits et des crises humanitaires afin de prévenir l'émergence, la propagation et la reprise des conflits. C'est dans ce contexte que doivent se situer les efforts du PAM pour assurer une sécurité alimentaire à long terme.

Enfin, nous voudrions faire remarquer que, pour que le Programme alimentaire mondial assure, comme il se doit, la sécurité alimentaire, il doit obtenir les ressources techniques nécessaires sans lesquelles, au moment de définir les priorités, certaines situations d'urgence tendent à être oubliées.

Il est par conséquent essentiel d'améliorer les mécanismes financiers dont nous disposons, tout en soulignant que l'assistance humanitaire doit être fournie sur la base des besoins existants et allouée de façon non discriminatoire, équilibrée et proportionnelle.

M. Motoc (Roumanie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cet échange de vues fort utile entre les membres du Conseil de sécurité et le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial. À l'instar d'autres membres du Conseil, je tiens à remercier M. James Morris, Envoyé spécial du Secrétaire général chargé d'évaluer les besoins humanitaires en Afrique australe, pour son exposé extrêmement utile, quoique éprouvant, qui vient à point nommé et donne à réfléchir. Une fois encore, les graves problèmes humanitaires auxquels le

continent africain est confronté exigent l'attention du Conseil et appellent un examen attentif.

La présentation au Conseil à intervalles réguliers d'exposés sur l'évolution de la situation humanitaire en Afrique et ailleurs nous semble tout à fait utile et pertinente. Nous saluons M. Morris et son Programme pour leur dévouement et leurs efforts. Les missions qu'il a menées à intervalles réguliers en Afrique australe sont la preuve que l'Organisation des Nations Unies consacre une attention particulière aux tentatives visant à remédier à la crise humanitaire et à répondre aux besoins de la région de façon aussi efficace et rapide que possible.

En ce qui concerne la séance d'aujourd'hui, nous nous félicitons de ce que le Conseil de sécurité ait la possibilité d'être informé de problèmes humanitaires susceptibles de constituer des menaces inquiétantes pour la paix, la sécurité et la stabilité régionales et de les examiner, même si le Conseil ne s'est pas encore officiellement saisi de ces situations particulières.

La Roumanie ne saurait admettre l'idée qu'il existe quoi que ce soit que l'on puisse qualifier de crises « silencieuses » ou « ignorées » pour l'organe international principal ayant la responsabilité principale du maintien et de la préservation de la paix et de la sécurité, à savoir le Conseil de sécurité. Les régions d'Afrique australe que M. Morris a évoquées avec beaucoup d'éloquence – notamment le Zimbabwe, le Malawi, la Namibie et le Swaziland – semblent les plus vulnérables et les plus gravement affectées par la triple menace de l'insécurité alimentaire, de taux élevés d'infection par le VIH/sida et d'une gouvernance faible. Dans bien des cas soumis à un examen attentif, l'exclusion de pans importants de la population ne fait qu'ajouter à cet ensemble de facteurs. Si on ne s'y attaque pas de manière adéquate, ces facteurs réunis peuvent potentiellement avoir une réelle incidence sur la paix et la stabilité dans la région.

La Roumanie est pleinement d'accord pour dire qu'en raison de son ampleur et de sa gravité, la crise en Afrique australe exige un appui soutenu de la communauté internationale, qui doit y remédier. La réponse humanitaire paraît essentielle pour ces pays, notamment s'agissant de l'assistance alimentaire, car dans bien des cas l'insécurité alimentaire a récemment été exacerbée.

À cet égard, la situation au Zimbabwe nous préoccupe particulièrement. Celle-ci se dégrade; les pénuries alimentaires deviennent chroniques; et le nombre de personnes dans le besoin s'accroît. Nous prions le Gouvernement de collaborer avec la communauté internationale et les organismes humanitaires afin d'améliorer la situation en matière de sécurité alimentaire et répondre aux besoins de la population vulnérable. Le Gouvernement doit sans tarder fournir à la communauté des donateurs des chiffres crédibles sur les besoins en matière d'assistance alimentaire.

Enfin, nous aimerions que M. Morris nous indique dans quel domaine, selon lui, le Conseil pourrait faire plus pour appuyer et compléter les efforts humanitaires des différents organismes, fonds et programmes des Nations Unies en Afrique australe. En effet, nous restons convaincus que seules des actions intégrées et coordonnées pourront interrompre le cycle de la pauvreté et de l'instabilité dans cette région.

Sir Emyr Jones Parry (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Comme d'autres collègues, je suis très reconnaissant à M. Morris de son exposé détaillé et très lucide sur la situation en matière de sécurité alimentaire en Afrique australe et pour son évaluation très complète, qui m'a semblé très bien présenter le contexte de la situation tel qu'il le perçoit à la suite de sa visite dans la région.

Il est regrettable mais véridique que la faim reste une caractéristique principale de la situation dans de nombreux pays africains. Cette année, malgré des récoltes globalement supérieures à la moyenne, plusieurs pays sont menacés de crises significatives, qui dans certains cas se sont déjà déclarées. Le Royaume-Uni a noté avec attention les propos du Directeur exécutif sur la situation au Darfour et ailleurs, et nous devons en tenir compte dans la définition de nos politiques.

Les causes sous-jacentes de la faim sont très complexes, mais il ne fait aucun doute qu'elle est liée à la fois à la gouvernance et à la paix et la sécurité – et ces derniers facteurs constituent les responsabilités principales du Conseil de sécurité. Si je peux me permettre de citer le Directeur exécutif, « La conjugaison funeste du sida, des sécheresses à répétition, des régimes en faillite et du manque de capacités érode la stabilité sociale et politique » (*supra*). Telle est la situation à laquelle nous sommes

confrontés. Le prochain sommet du mois de septembre sera une occasion importante d'avancer sur la voie du développement et de tenter de parvenir, à temps, à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Mais, pour l'essentiel, le développement dépend d'un accord entre donateurs et récipiendaires. Les premiers doivent faire plus, et doivent mieux s'y prendre; et les derniers doivent s'attaquer aux questions de gouvernance et de corruption et mettre en place les politiques permettant d'atteindre les Objectifs. Mais la gouvernance est elle-même un reflet de l'état politique d'un pays. La mauvaise gouvernance peut être une indication d'une carence de démocratie, d'un déclin du respect des droits de l'homme ou d'un conflit potentiel, voire déclaré. Il est établi que les pénuries alimentaires et la répartition inadéquate de la nourriture sont des causes d'instabilité, qui peuvent provoquer un accroissement des risques de conflit. Une fois encore, comme l'a dit M. Morris, la faim est à la fois cause et conséquence des conflits. Cela est dit de manière très concise, et la dualité de cette relation est tout à fait claire.

De plus, la mauvaise gouvernance est elle-même une cause d'insécurité alimentaire. Les crises alimentaires sont souvent liées au problème de l'accès à la nourriture et sont liées aux politiques des gouvernements. Il ne s'agit pas toujours forcément de problèmes de production agricole. Les causes des crises relèvent souvent plus de la mauvaise gouvernance et de la gestion incompétente que de la sécheresse. La pénurie de nourriture, la pauvreté, la prévalence accrue des maladies par manque de vaccination : tous ces facteurs sont susceptibles d'accroître les flux de réfugiés. Et l'effet sur la paix et la sécurité régionales ou, comme l'a dit M. Morris, sur la stabilité est tout à fait clair.

Le Zimbabwe en constitue un exemple patent. La crise que connaît ce pays est particulièrement inquiétante. La communauté internationale se prépare déjà à accroître son assistance en réaction à une nouvelle mauvaise récolte dans l'ensemble du pays. Les communautés pauvres ont été dévastées, non seulement par la faible production de denrées alimentaires, mais aussi par l'effondrement continu de l'économie qui a miné leur capacité à acheter de la nourriture et d'autres produits de base. Désormais nous affrontons aussi une crise supplémentaire, une crise provoquée par la répression du Gouvernement zimbabwéen à l'encontre des communautés les plus pauvres du pays. Près de 300 000 personnes ont été chassées de leurs foyers et sont désormais sans abri, et des milliers d'enfants ont été obligés d'abandonner l'école. Il est important de voir que ladite crise a été provoquée par les actes du Gouvernement zimbabwéen; c'est une crise d'origine humaine, pas une catastrophe naturelle. L'effondrement économique du Zimbabwe est le résultat de mauvaises politiques et d'une mauvaise gouvernance.

Rien moins qu'une personnalité comme Amartya Sen lui-même a dit que le rôle des démocraties dans la prévention des famines est maintenant bien établi. Il a souligné que les famines les plus graves se sont systématiquement manifestées sous des régimes totalitaires. Ainsi, nous attendons, comme d'autres, avec intérêt le rapport que publiera l'Envoyée spéciale du Secrétaire général, Anna Kajumulo Tibaijuka, sur sa visite au Zimbabwe et nous espérons que le Conseil lui accordera toute l'attention qu'il mérite.

Le Royaume-Uni, pour sa part, a déjà contribué, en réponse à la crise actuelle, plus de 570 000 dollars par le biais des organismes de l'Organisation des Nations Unies, en sus d'un total de 100 millions de dollars depuis septembre 2001 pour des programmes de secours et de lutte contre le VIH/sida au Zimbabwe. Nous examinerons de contribuer plus avant si, malheureusement, cela s'avère nécessaire.

C'est à raison que les membres du Conseil devraient faire part de leur préoccupation relative aux conséquences que la sécurité alimentaire a sur les conflits, la paix et la sécurité au sens large. Mais nous devons également souligner que la mauvaise gouvernance et l'absence de collaboration avec la communauté internationale en vue de prévenir l'insécurité alimentaire, comme au Zimbabwe, sont des préoccupations légitimes de la communauté internationale.

Si je le peux, je souhaiterais faire des remarques précises sur ce que nous pensons pouvoir être des propositions pour des mesures futures. Premièrement, le Directeur exécutif a décrit ce qu'il appelle la triple menace de l'insécurité alimentaire, du VIH/sida et des capacités affaiblies de gouvernance. Nous sommes pleinement d'accord pour dire que la pandémie de VIH/sida a accru la vulnérabilité de nombreuses communautés pauvres d'Afrique et qu'elle a diminué la capacité de nombreux gouvernements d'apporter une

réponse. La communauté internationale doit apporter davantage d'aide.

Deuxièmement, les signes relatifs au changement climatique en Afrique doivent être surveillés étroitement du fait de l'influence sur la production alimentaire et sur les autres ressources naturelles. Cela devrait nous aider à prédire la possibilité d'une insécurité alimentaire et à prendre des mesures préventives.

Troisièmement, l'accès humanitaire est essentiel et le Directeur exécutif a parlé des problèmes réels que son personnel a eus et des tragédies qu'ils ont vécues. Jan Egeland a également fait l'observation, alors que nous examinions la protection des civils, que là où il y a des cas de crise alimentaire, nous devons dire clairement qu'il est de la responsabilité des gouvernements de coopérer pleinement et de fournir au Programme alimentaire mondial et à tous les autres organismes humanitaires et organisations non gouvernementales un accès aux personnes dans le besoin.

Bien entendu, il s'agit là d'une responsabilité secondaire des gouvernements en quelque sorte; leur responsabilité première étant de protéger leur propre population et de mettre en place des politiques qui la protègent afin d'essayer d'éviter ces problèmes.

Quatrièmement, la persistance de la faim en Afrique signifie que nous devons maintenant tous examiner tout particulièrement la manière dont nous pourrions accélérer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. L'année 2150 n'est pas une date acceptable. Là où la faim est le résultat d'une pauvreté chronique plutôt que d'une crise imprévue, nous devons aider les gouvernements africains à fournir une réponse à long terme au lieu de compter sur un système d'aide d'urgence. Encore une fois, les chiffres de M. Morris sur l'Éthiopie étaient très parlants. L'accent porté sur la nécessité de s'attaquer à la famine qui touche les enfants en les nourrissant et en les éduquant dans leurs lieux d'origine est un bon exemple de la manière dont nous pouvons prévenir les crises.

Ma dernière remarque, que j'adresse à mes collègues du Conseil en général, est que prévenir vaut bien mieux que guérir. Le rôle principal du Conseil est le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et pour ce faire nous devons améliorer nos capacités de prédire et de prévenir les conflits avant qu'ils ne se produisent. Lorsque crises humanitaires, injustice, oppression et mauvaise gouvernance sont réunies, nous courrons le risque de voir s'installer l'instabilité et les conflits et c'est alors qu'il est de la responsabilité du Conseil des Nations Unies dans un sens plus large de faire face à ces situations et d'essayer de contribuer à une solution.

M. Mercado (Philippines) (*parle en anglais*) : Nous nous joignons aux autres délégations pour accueillir M. James Morris et nous le remercions de son exposé sur la crise alimentaire en Afrique. Nous félicitons M. Morris pour son travail à la barre du Programme alimentaire mondial (PAM), organisme très important qui apporte la présence des Nations Unies au sein même de la vie des populations du monde.

L'exposé de M. Morris aujourd'hui renforce le lien indiscutable qui existe entre le maintien de la paix et la sécurité et le développement, lien auquel il est fait référence dans le rapport du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement (A/59/565) et dans celui du Secrétaire général intitulé « Dans une liberté plus grande » (A/59/2005). L'exposé de M. Morris montre clairement qu'en examinant les questions de prévention et de gestion des conflits et de consolidation de la paix après un conflit, nous devrions également prendre en considération des préoccupations plus matérielles, telles que la sécurité alimentaire.

Le fait que cet exposé est le troisième de M. Morris devant le Conseil depuis 2002 indique qu'après plusieurs années, il est toujours nécessaire que la communauté internationale consacre énormément de temps et de très nombreuses ressources à la crise alimentaire en Afrique. Par conséquent, nous nous félicitons de cette occasion qui nous est donnée d'échanger avec M. Morris des points de vue sur ce que le Conseil doit encore faire pour résoudre le problème de la sécurité alimentaire en Afrique, dans le contexte général de son travail en faveur de la paix et de la sécurité.

À cet égard, nous souhaiterions poser à M. Morris un certain nombre de questions. Premièrement, le Programme alimentaire mondial coordonne ses activités et coopère avec les gouvernements nationaux, le reste du système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les entreprises partenaires, tant à des projets d'urgence que de développement. Quoique ces entités sont importantes,

nous pensons que les organisations régionales peuvent également apporter de l'aide. Ainsi, nous aimerions savoir si le PAM a également établi une forme de relations ou d'arrangements avec des organisations régionales telles que l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Deuxièmement, existe-t-il des cas de réussite dans n'importe lequel des pays d'Afrique s'agissant de faire face à l'insécurité alimentaire, qui pourraient servir d'exemple à d'autres pays de la région?

Enfin, beaucoup de choses ont été dites dans d'autres instances sur la nécessité de renforcer la position des femmes qui, à la fois, fournissent principalement l'alimentation et jouent un rôle décisif dans la lutte contre le sida. Existe-t-il des projets spécifiques du PAM destinés aux femmes?

M. Mayoral (Argentine) (*parle en espagnol*) : D'emblée, je souhaiterais remercier M. James Morris pour l'exposé détaillé qu'il nous a présenté sur la crise alimentaire en Afrique. Nous notons que, malheureusement, non seulement la crise se poursuit mais que dans certains cas elle s'est aggravée.

Dans ce contexte, même si nous savons bien qu'il n'est pas possible de contrôler ou d'éviter les effets des facteurs naturels comme la sécheresse, les maladies, les conditions sanitaires, ainsi que les pandémies, nous pouvons lutter, et je crois que nous le devons, pour éliminer ces facteurs structurels qui font obstacle au travail du Programme alimentaire mondial, que sont, de toute évidence, les guerres et leurs conséquences, à savoir les réfugiés et les personnes déplacées qu'elles génèrent; les problèmes de mauvaise organisation et de mauvaise ou d'absence de gouvernance; et les questions relatives au commerce mondial des produits agricoles. Tous ces facteurs, je le redis, dont la responsabilité repose sur nous, les individus, et fondamentalement sur les dirigeants qui ne se trouvent pas sur le territoire africain.

En ce qui concerne la situation d'urgence en Afrique que nous a décrite en très grand détail M. Morris, il nous paraît d'une importance vitale d'augmenter l'aide humanitaire qu'apportent les pays donateurs du Programme alimentaire mondial, destiné à remédier à la faim sur ce continent. Nous pensons qu'à moyen et à long terme, ce sont les citoyens africains qui doivent créer les politiques et le leadership nécessaires pour sortir de la situation qui nous a été exposée.

Cependant, c'est à cet égard que la communauté internationale a une responsabilité et devrait prendre les mesures d'incitation nécessaires pour que la production agricole des pays en développement soit viable et puisse être exportée. On le sait, la politique actuelle des subventions, quotas et tarifs douaniers pratiquée par les pays développés dans les secteurs agricoles provoque une distorsion très nette des prix et empêche les pays en développement de produire et d'exporter les produits de base pour lesquels ils affichent clairement un avantage comparatif par rapport aux pays développés. Je parle, bien sûr, des denrées alimentaires.

La relation entre le développement et la paix a été mise en évidence. Nous pensons à ce sujet qu'il est extrêmement important que la communauté internationale mette en chantier les réformes structurelles des règles du commerce international, par exemple, en favorisant la poursuite du cycle de Doha sur les produits agricoles.

Tout cela favoriserait les exportations agricoles des pays en développement.

Pour terminer, nous voudrions demander à M. Morris si le Programme alimentaire mondial prévoit d'accroître les investissements dans l'infrastructure agricole de base de l'Afrique, que ce soit sur le plan microéconomique ou macroéconomique. Dans un autre ordre d'idées, nous voudrions connaître l'état des relations entre le Programme alimentaire mondial et le Département des opérations de maintien de la paix s'agissant de maintenir et d'améliorer la sécurité alimentaire, qui constitue l'un des objectifs primordiaux pour préserver la paix et la sécurité sur le continent africain.

M. Kitaoka (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Morris de son exposé très instructif et poignant. Son compte rendu sur la situation en Afrique australe, fondé sur le voyage qu'il vient d'effectuer en sa qualité d'Envoyé spécial du Secrétaire général chargé d'évaluer les besoins humanitaires dans cette région, est particulièrement éloquent. Nous apprécions son ardeur au travail.

Nous convenons, comme M. Morris vient de l'exposer, qu'il est impossible de maintenir la paix et la

sécurité sans résoudre la question de la faim. Le Secrétaire général a déclaré dans son rapport qu'

> « Un monde où chaque année, 11 millions d'enfants meurent avant l'âge de 5 ans et où 3 millions de personnes meurent du sida n'est pas un monde de plus grande liberté. » (*A/59/2005, par. 26*)

La faim cause des ravages particulièrement importants pour les enfants puisqu'elle leur vole leur avenir. Les enfants désespérés et dans l'incapacité totale de se nourrir n'ont souvent pas d'autre recours que de se faire soldats. La faim contribue de ce fait au grave problème des enfants soldats. Nous sommes vivement préoccupés par la situation de ces enfants, soumis à de telles souffrances, et nous sommes résolus à poursuivre notre travail d'assistance dans ce domaine, notamment à travers les programmes de distribution de repas dans les écoles. Ces programmes permettent d'aider les enfants à reprendre une vie normale et pacifique, ainsi que de vaincre la faim et de promouvoir l'éducation.

Les programmes de distribution de repas dans les écoles ont été grandement utiles au Japon lorsque celui-ci a voulu se relever de la guerre. Ils étaient conduits par les États-Unis, l'UNICEF ainsi que d'autres pays et organisations. Nous sommes très reconnaissants de cette assistance.

La faim, qui constitue une forme extrême de pauvreté, est le résultat de différents facteurs liés entre eux. Une productivité déjà faible décline sous l'effet des conflits, des catastrophes naturelles, du VIH/sida et d'une mauvaise gouvernance. Il faut des remèdes de grande envergure pour régler les problèmes d'une telle complexité. En outre, même quand la productivité est relativement élevée, l'existence de systèmes de distribution inefficaces, ou corrompus pour une raison ou une autre, peut empêcher les citoyens ordinaires d'avoir accès à la nourriture. La distribution est l'un des principaux problèmes que le Programme alimentaire mondial (PAM) rencontre dans la conduite de ses programmes d'aide alimentaire. Une évaluation exacte des besoins et une surveillance adéquate sont des éléments indispensables pour distribuer des vivres aux personnes qui en ont besoin. Tout cela exige une coopération suffisante de la part des gouvernements concernés.

Sur la base de ces observations, je voudrais poser quelques questions. Premièrement, comment s'effectue la coopération entre le Programme alimentaire mondial et les autres organismes compétents des Nations Unies en vue de résoudre intégralement les problèmes complexes liés à la faim? À cet égard, qu'est-ce que M. Morris attend des organes intergouvernementaux, en particulier du Conseil de sécurité?

Deuxièmement, je suppose que les problèmes liés au système de distribution alimentaire ont également des incidences sur la faim chronique en Afrique australe, où M. Morris s'est rendu. Quels sont les exemples de ces problèmes et que fait le PAM pour les résoudre?

Troisièmement, quelles sont les difficultés majeures que M. Morris doit surmonter pour obtenir la coopération des gouvernements concernés, surtout en matière d'évaluation des besoins et de surveillance?

M. Zhang Yishan (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine remercie M. Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), de son exposé. Je le remercie également de son évaluation positive de la stratégie adoptée par la Chine pour lutter contre la pauvreté.

Année après année, le Programme alimentaire mondial s'attache à apporter une aide alimentaire d'urgence aux pays et aux personnes victimes de catastrophes. En plus de contribuer à atténuer les effets des crises humanitaires dans les pays bénéficiaires, il concourt au règlement des conflits armés dans les pays et régions touchés. Nous lui adressons tous nos remerciements et lui exprimons tout notre appui dans ses efforts.

Depuis quelque temps, un grand nombre de pays africains sont en proie à des crises alimentaires. Nous pensons que la pauvreté est une cause profonde des conflits. À leur tour, les conflits aggravent la pauvreté. L'élimination de la pauvreté est une condition indispensable de la paix internationale, du développement et de la stabilité. Et mettre fin à un conflit est une condition préalable pour éliminer la pauvreté, garantir la sécurité alimentaire et atteindre le développement durable. Le continent africain est perpétuellement en proie à des conflits. C'est la conséquence directe des crises alimentaires. Le Conseil de sécurité, qui a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, devrait en tenir dûment compte au moment d'analyser les causes d'un conflit en Afrique. Cela nous aiderait à trouver des solutions élémentaires au problème.

Nous espérons que la séance d'aujourd'hui incitera l'ensemble des intéressés à accorder toute l'attention voulue aux répercussions des crises alimentaires africaines sur la paix et la sécurité dans la région, ainsi qu'à prendre des mesures efficaces pour aider le continent africain à venir à bout de la faim et de la pauvreté. C'est la seule façon d'espérer une paix et une stabilité authentiques en Afrique.

M. Vassilakis (Grèce) (*parle en anglais*) : Je tiens à adresser tous mes remerciements au Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), M. Morris, dont l'exposé sur la crise alimentaire en Afrique, ainsi que sur les défis que doit relever le PAM – et, avec lui, je dirais, la communauté internationale – pour faire face au problème de la faim sur le continent était très instructif. Nous avons pris bonne note des préoccupations exprimées par M. Morris, que je suis heureux de partager.

La nécessité d'éliminer la faim n'est pas juste une noble idée : on reconnaît depuis longtemps le droit de chacun à une alimentation suffisante, en même temps que la responsabilité collective que cela représente. Or, la faim – qu'elle soit le résultat de la guerre, des drogues, de catastrophes naturelles, de troubles civils ou de la pauvreté – continue de provoquer des souffrances à grande échelle. Comme tout événement ou processus provoquant la mort de populations entières ou qui réduit leurs horizons de vie, et qui met en danger les États – l'unité de base du système international – la faim constitue une menace à la sécurité internationale, reconnue comme telle par le Groupe de personnalités de haut niveau dans son rapport sur les menaces, les défis et le changement.

Malheureusement, les tendances actuelles sont au maintien, et peut-être même à l'aggravation, de l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays, et en particulier en Afrique subsaharienne. Cela est dû à un ensemble de facteurs : conditions climatiques difficiles, facteurs de santé, troubles civils engendrant des personnes déplacées et des réfugiés, et questions liées aux politiques économiques et de gouvernance. Et malheureusement, on continue d'utiliser la nourriture comme une arme de guerre. Il existe un lien très fort entre sécurité et sécurité alimentaire. C'est pourquoi, la question de la faim concerne tout à fait le Conseil de sécurité et nous nous félicitons de l'exposé d'aujourd'hui.

Les chiffres que nous a cités M. Morris sont ahurissants. Ils indiquent une situation humanitaire des plus graves. Il est évident qu'afin de prévenir un désastre, il convient de débloquer dans l'immédiat une assistance suffisante, mais des mesures et une planification à long terme sont également nécessaires. La tâche est multiforme et exige une action sur plusieurs fronts, tels que : une meilleure synergie au niveau de l'intervention d'urgence et le suivi; le développement durable; et le lien entre l'accès humanitaire, d'une part, et la malnutrition et la pauvreté, d'autre part. Les exemples du Darfour et de certaines régions de République démocratique du Congo démontrent clairement, à cet égard, qu'un accès insuffisant des organisations humanitaires aux régions en cause provoque une nouvelle dégradation de la situation.

Il existe des insuffisances importantes au niveau du financement de l'aide alimentaire. En conséquence, nous savons tous qu'en Érythrée, les deux tiers de la population ont été en danger de famine, alors qu'en Éthiopie, c'est l'avenir de 3 millions d'Éthiopiens affamés qui est en danger.

Les politiques publiques en matière d'importations alimentaires et d'environnement, ainsi que les répercussions de mauvais choix économiques et du manque de volonté politique de faire face au problème jouent également un rôle. Le Zimbabwe, par exemple, connaît une situation économique grave, avec des pénuries alimentaires et un déficit budgétaire aux proportions grandissantes, conjugué à une forte inflation, au chômage et à une propagation accélérée du VIH/sida. D'autre part, la plupart des investisseurs ont déserté le pays en raison de la politique de réforme agraire et des préoccupations touchant aux droits de propriété et à l'état de droit. Une autre question d'intérêt particulier pour l'Afrique est ce que M. Morris a qualifié à plusieurs reprises de « triple menace » : la faim, le sida et les faibles capacités des gouvernements.

J'aimerais, pour terminer, poser quelques questions. Nous avons entendu différentes estimations portant sur différentes crises dans différents pays; existe-t-il une estimation globale de ce qui est nécessaire pour couvrir la totalité des besoins de l'Afrique? Nous nous félicitons de ce que le Programme alimentaire mondial ait fait de l'élimination de la pauvreté et de l'aide à l'alimentation des orphelins et des enfants vulnérables

une priorité de sa politique. Dans ce cadre, qu'est-ce que la communauté internationale peut faire exactement, de l'avis de M. Morris, pour faire face au problème de la faim des enfants? Enfin, étant donné le lien qui existe entre le VIH/sida et la faim, je voudrais savoir s'il pourrait nous expliquer quel type de coopération existe entre le PAM et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida.

M. Aho-Glele (Bénin) : Je voudrais à mon tour remercier M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'excellent exposé qu'il vient de nous faire sur la crise alimentaire en Afrique australe. Les éléments d'appréciation qu'il nous a livrés sont particulièrement éloquents. Ils en disent long sur la souffrance silencieuse des peuples en Afrique. Nous rendons hommage au Secrétaire général pour avoir pris l'heureuse initiative de dépêcher le Directeur exécutif du PAM dans la région.

La garantie de la sécurité alimentaire des populations du globe ne devrait pas présenter de difficultés majeures au regard de la production mondiale de nourriture. Le défi à relever est celui de la distribution. À cet égard, la famine est le fléau qui montre le mieux le dysfonctionnement du système international dans lequel nous vivons. Il est évident que ce système fait porter aux pays pauvres le poids des ajustements structurels nécessaires pour son fonctionnement. La politique des subventions agricoles étouffe le secteur rural dans les pays en développement et la communauté internationale devrait s'en préoccuper. Elle devrait encourager les pays développés à engager les réformes nécessaires pour donner une chance de survie aux pays en développement. La communauté internationale devrait, en particulier, veiller à une répartition des vivres de par le monde, de façon à éliminer la pauvreté extrême et les catastrophes naturelles.

Nous saluons l'action du PAM en faveur des pays touchés par la pandémie de la famine – et en faveur de l'Afrique, en particulier. Nous nous félicitons de l'accent mis par le Directeur exécutif sur la détresse des pays pauvres en paix et qui, de ce fait, ne reçoivent pas de la communauté internationale l'appui nécessaire pour promouvoir leur développement durable.

D'un autre point de vue, nous estimons que les controverses politiques ne devraient pas peser sur l'octroi de l'assistance humanitaire. Nous ne comprenons pas que des considérations d'ordre politique puissent entraver l'aide à un pays frappé par le VIH/sida, alors que la communauté internationale a mis en place un fonds pour combattre la maladie. L'aide alimentaire doit être utilisée comme un canal pour revitaliser les sociétés touchées par la famine et la malnutrition, surtout dans les pays où la pauvreté extrême est endémique.

La communauté internationale devrait pleinement exercer sa responsabilité de protéger vis-à-vis des populations menacées dans les pays vulnérables. Elle devrait se convaincre de la menace que représente pour la paix et la sécurité internationales la déstabilisation prolongée des pays subsahariens sous l'effet conjugué des conflits, des conditions climatiques et de la lutte pour la survie et le contrôle des maigres revenus disponibles.

Nombre de délégations ont mis ici l'accent sur le lien qui existe entre la pauvreté et les conflits. Nous nous associons à elles. Le Conseil de sécurité devrait lancer un appel en faveur de la mise en œuvre d'un programme spécial de sauvetage en faveur des pays où la situation est particulièrement tragique. Je voudrais, ici, associer ma délégation à l'appel lancé par l'Ambassadeur du Royaume-Uni en faveur d'une action concertée de la communauté internationale pour la prévention des conflits avant qu'ils ne se produisent. L'ONU, et en particulier le Conseil de sécurité, qui a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, gagneraient en crédibilité à renforcer leurs capacités de prévention des conflits.

M. Benmehidi (Algérie) : Je voudrais tout d'abord remercier M. James Morris pour son excellent exposé, complet et reflétant l'approche intégrée des questions de paix, de développement et de dignité humaine.

Il a commencé son exposé par une citation du Président Obansajo : « une personne qui a faim est une personne en colère ». Je voudrais à mon tour citer un homme politique français illustre qui a dit : « un mécontent est un pauvre qui réfléchit ».

Au titre de cette réflexion, ma délégation voit dans les causes de la faim des causes conjoncturelles, comme la sécheresse et une mauvaise administration temporaire des moyens mais aussi des causes structurelles à cette situation. Je ne voudrais pas faire ici une répétition du débat qui a eu lieu cette semaine à New York au sein de l'Assemblée générale et qui se poursuit, au sein du Conseil économique et social, dans

le cadre du débat de haut niveau parce que nous pensons que ces deux organes sont mieux outillés que le Conseil de sécurité pour identifier les entraves et proposer des solutions.

Toutefois, je voudrais dire qu'au titre des causes structurelles, les questions de gouvernance internationale, le mode de production alimentaire, la fragilisation des agricultures des pays en développement par la pratique déloyale des subventions gigantesques de la part des pays développés ont leur place dans ce débat.

Maintenant, plus en relation avec le mandat du Conseil de sécurité, je voudrais exprimer notre accord avec M. Morris lorsqu'il a dit que l'alimentation ne doit jamais être utilisée comme une arme de guerre ou qu'un instrument de coercition diplomatique et ce, quelle que soit la perception que l'on peut avoir d'un gouvernement. Notre espoir est que les membres du Conseil de sécurité auront au cours de ce débat entendu la réaffirmation de ce principe moral cardinal.

Et, enfin, ma conclusion sera adressée à l'institution du PAM pour lui exprimer l'appréciation de l'Algérie pour les efforts qu'elle déploie en Afrique et en particulier en appui aux objectifs du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et pour les mêmes efforts qu'elle déploie au plan international et l'assurer de notre soutien.

Mme Patterson (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, et à remercier également M. Morris de son exposé riche en informations sur la corrélation entre la faim, d'une part, et la paix et la sécurité, d'autre part, en Afrique. C'est un sujet des plus appropriés pour les débats du Conseil de sécurité.

Les défis qui se posent en Afrique lancent un appel impérieux à la coopération internationale pour appuyer les efforts du continent afin d'assurer un progrès, une paix et une sécurité durables. Nous voudrions appeler l'attention sur certaines situations spécifiques où la faim continue de menacer la paix et la sécurité sur le continent africain.

Au Soudan, l'insuffisance des ressources disponibles pour répondre aux besoins humanitaires du Darfour exacerbe les tensions existantes, aggrave la violence et fait que les déplacements transfrontaliers vers l'est du Tchad se multiplient. Dans le sud du Soudan, des contributions alimentaires en déclin entraveront les réinstallations et pèseront encore plus sur les ressources déjà limitées des ménages tant des habitants que des populations de retour.

Outre la situation de crise aiguë qu'elle traverse, l'Éthiopie souffre d'une sécheresse chronique et de problèmes nés de la surpopulation, de la dégradation des sols, de la défaillance des systèmes de commercialisation et des infrastructures et du retard dans la mise en œuvre du programme public de protection sociale.

Les États-Unis sont d'avis qu'au moins 12 millions de personnes sont en danger, et les Nations Unies estiment que plus de 500 000 enfants souffrent de divers degrés de malnutrition. Une famine localisée existe dans un certain nombre de régions du pays, et la situation devrait se détériorer si des ressources supplémentaires ne sont pas fournies pour répondre aux besoins humanitaires urgents.

En Afrique de l'Ouest, des approvisionnements alimentaires insuffisants ont déjà forcé le Programme alimentaire mondial (PAM) à réduire le nombre des rations dans les camps des réfugiés en Sierra Leone. Au Libéria, un programme inadéquat d'aide à la réinstallation pour les populations de retour sera compliqué par la réduction des rations alimentaires dans les prochains mois, ce qui coïncidera avec la période des élections nationales. Celles-ci pourraient agir comme une poudrière dans un environnement déjà explosif et entraver plus encore le processus de réinstallation.

Le Gouvernement nigérian, lui aussi, a récemment appelé à une aide alimentaire d'urgence. D'après les informations recueillies par les Nations Unies, 3,6 millions d'habitants de ce pays, dont 800 000 enfants, sont vulnérables; 13,4 % des enfants là-bas sont victimes de malnutrition aiguë, et 2,5 % souffrent de malnutrition grave. Ces chiffres alarmants sont généralement associés aux pays déchirés par un conflit.

En Afrique australe, le PAM avait prévu de fournir une aide alimentaire à 8 millions de personnes. À l'heure actuelle, les réserves et les approvisionnements alimentaires du PAM dans les six pays de la région sont extrêmement réduits. Sans de nouveaux engagements, le PAM ne sera pas en mesure de répondre aux besoins alimentaires de plusieurs millions de personnes en Afrique australe qui vivent dans des conditions très vulnérables. Des vies sont

indéniablement en danger. De fragiles acquis pour ce qui est de la bonne gouvernance et du nombre de personnes bénéficiant de traitements antirétroviraux sont également sérieusement compromis.

Le Zimbabwe pose un problème particulier car ses problèmes alimentaires ont une raison politique et ne sont pas causés par des conditions naturelles. Nous sommes profondément préoccupés par le fait que la campagne actuelle de démolition des logements sociaux et des établissements commerciaux de fortune a fait au moins 420 000 sans-abri, dont un grand nombre d'enfants. Le fait de priver ces personnes d'un logement et d'un revenu a aggravé la crise humanitaire déjà difficile. Nous sommes prêts à assister le Zimbabwe en lui fournissant une aide alimentaire de grande ampleur, comme nous l'avions fait entre 2002 et 2004, mais nous sommes fermement opposés aux politiques gouvernementales qui aggravent le problème, et nous prions instamment le Gouvernement de mettre un terme à la campagne de destruction des taudis. Nous prions instamment le Gouvernement d'engager un dialogue avec l'opposition et la société civile afin de mettre fin à l'impasse politique dans laquelle se trouve le Zimbabwe et à arrêter le déclin de l'économie qui se poursuit. L'effondrement économique que le Zimbabwe a lui-même provoqué touche le commerce, les investissements et la sécurité alimentaire de toute l'Afrique australe.

Le Président Bush a interpellé les partenaires internationaux de la communauté des donateurs pour qu'ils apportent une aide accrue à l'Afrique et répondent aux besoins humanitaires essentiels identifiés par les Nations Unies. Les États-Unis ont déjà décaissé près de 1,4 milliard de dollars dans le cadre de cet exercice budgétaire pour les besoins humanitaires en Afrique, et nous fournirons bientôt 674 millions de dollars de plus. Aujourd'hui, le Président Bush a annoncé qu'il demanderait au Congrès de décaisser 1,2 milliard de dollars d'ici 2008 pour aider dans la lutte contre le paludisme, ce qui bénéficiera à 1,2 million de personnes par an, dont 95 % vivent en Afrique subsaharienne.

Les États-Unis reconnaissent que l'insécurité alimentaire mondiale est tout à la fois un phénomène complexe et dynamique et qu'il n'y a ni panacée ni solution toute faite pour faire dûment face à toutes les crises nationales et régionales auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui. La communauté internationale doit continuer à développer des outils suffisamment souples pour s'attaquer aux causes uniques de chaque crise donnée.

Les nations africaines elles-mêmes demeurent responsables du bien-être de leurs citoyens. Elles doivent prendre des mesures appropriées pour s'attaquer aux causes profondes des crises. La malnutrition, en particulier des enfants, a des conséquences à long terme et irréversibles, faisant ainsi reculer la productivité économique et entravant le développement.

Je voudrais dire pour terminer que Jim Morris a fait preuve de qualités exceptionnelles de chef de file à la tête du PAM et en tant qu'Envoyé spécial du Secrétaire général chargé d'évaluer les besoins humanitaires en Afrique australe. Nous voudrions également féliciter le personnel du PAM sur le terrain dans le monde pour son acharnement au travail.

M. Manongi (République-Unie de Tanzanie) (*parle en anglais*) : Nous remercions également l'Envoyé spécial, M. James Morris, de son exposé et des efforts qu'il déploie pour sensibiliser l'opinion mondiale sur les menaces auxquelles l'Afrique fait face. Nous souhaitons la bienvenue aujourd'hui à l'Envoyé spécial, fermement convaincus que sa présence galvanisera et orientera les énergies aux niveaux mondial, régional et national afin de répondre aux graves besoins humanitaires de l'Afrique.

Ce qui a été caractérisé comme la triple menace de l'insécurité alimentaire, des capacités de gouvernance affaiblies et du VIH/sida représente une menace véritable pour l'Afrique, mais nous estimons qu'elle peut être surmontée. Elle peut être surmontée avec l'appui, l'assistance technique et le dialogue.

L'Afrique possède un énorme potentiel. Elle regorge de terres agricoles fertiles et est riche en ressources naturelles.

Mais la crise alimentaire et humanitaire généralisée qui touche notre région montre également à quel point celle-ci est vulnérable. Une cause commune aux pénuries alimentaires que connaissent certaines régions de l'Angola, du Lesotho, de Madagascar, du Malawi, du Mozambique, de la Namibie, du Swaziland, de la Zambie et du Zimbabwe est le climat irrégulier qu'ont connu ces pays pendant la présente saison des moissons. Dans certains pays, c'est la troisième ou quatrième année consécutive que les récoltes sont mauvaises. En raison de périodes de

sécheresse et de l'arrivée tardive des pluies, de nombreux fermiers se sont retrouvés avec peu de récoltes, voire sans rien. Nous le savons. Dans notre propre pays, nous nous estimons heureux parce que cette année, il semble que les récoltes permettront d'améliorer la situation alimentaire par rapport à l'année dernière grâce uniquement à des pluies plus abondantes.

La pauvreté généralisée a également entravé la productivité du secteur agricole en Afrique. La pauvreté est aggravée par la pandémie de VIH/sida, qui a des conséquences sur la superficie de terres cultivées car les agriculteurs ne peuvent plus travailler en raison de leur maladie ou des soins qu'ils doivent prodiguer à des membres malades de leur famille. La vulnérabilité du continent est encore exacerbée par le fait que la plupart de nos économies sont fondées sur l'agriculture et dépendent des exportations de produits agricoles traditionnels ou primaires. Nous importons la plupart de nos produits manufacturés, y compris les intrants agricoles tels que les machines et les engrais, et nous les importons à des conditions commerciales qui jouent contre nos secteurs agricoles et industriels. Il faut remédier à ces déséquilibres systémiques.

Les pays africains sont différents tant géographiquement et économiquement que par leur niveau de développement. Les conditions climatiques ne sont pas uniformes et, de ce fait, les récoltes sont différentes et les cycles de culture sont différents, ce qui entraîne des vulnérabilités variables aux crises alimentaires. Certains pays tels que la Namibie, le Botswana, le Zimbabwe et la Zambie, sont constamment victimes de sécheresses et de disettes.

Nombreux sont les documents sur les effets de la gouvernance sur la faim et la pauvreté. Aucun d'entre nous n'est à l'abri des critiques; nous pouvons tous faire mieux et nous devons nous efforcer de le faire. Nous devons également apprendre à tenir un discours qui promeuve nos aspirations communes et notre détermination collective d'aller de l'avant dans l'intérêt de tous nos peuples. Face aux défis de la gouvernance, de l'insécurité alimentaire et de la lutte contre la pandémie de VIH/sida, les capacités diffèrent. Les pays de la région ont besoin d'assistance pour renforcer et soutenir leurs capacités.

La région de l'Afrique australe, par exemple, qui fait également face à ces problèmes, croit que nos peuples espèrent et veulent voir leur qualité de vie s'améliorer grâce à une croissance économique accrue qui soit mue par la région, fondée sur la région et en faveur des pauvres. L'exemple qui suit illustrera ce que je viens de dire.

En 2003, la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) a adopté le Cadre stratégique et le Programme d'action contre le VIH/sida de la CDAA pour 2003-2007. En 2004, nous avons adopté le Plan stratégique indicatif de développement régional de la CDAA qui énonçait la vision d'une communauté intégrée. La même année, nous avons également adopté à Dar es-Salaam la Déclaration sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, qui cherche notamment à élaborer un système d'alerte rapide et de surveillance des vulnérabilités – une stratégie d'intervention qui, à notre avis, peut constituer une interface précieuse pour un partenariat international. En outre, nous avons la Déclaration de Dar es-Salaam sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs, adoptée en novembre 2004. Enfin, nous avons les Principes et Directives régissant les élections démocratiques de la CDAA, adoptés au sommet d'août 2004.

L'Afrique a fait beaucoup pleurer – y compris parfois, si j'ose le dire, fait verser des larmes de crocodile. Nous le savons, car, en tant que pays qui accueille une énorme population de réfugiés en provenance de pays déchirés par la guerre, nombre de nos demandes d'assistance alimentaire ont été ignorées. Nous sommes tous bien meilleurs en paroles qu'en actes. Nous espérons que la Réunion plénière de haut niveau de septembre nous donnera une chance – un moment décisif – que nous ne devrions pas laisser passer.

Ce dont l'Afrique a besoin, c'est de l'appui de la communauté internationale pour que cette région puisse relever les défis auxquels elle est confrontée. La région est fermement et collectivement déterminée à triompher des adversités. Il est urgent que l'appel lancé par l'Envoyé spécial reçoive des réponses concrètes et donne lieu à des actions humanitaires.

Enfin, s'agissant du Zimbabwe, nous partageons les préoccupations relatives au déplacement de résidents des zones urbaines, dont on a fait état. Nous notons que le Secrétaire général a dépêché la Directrice exécutive d'Habitat, Mme Anna Tibaijuka, en sa qualité d'Envoyée spéciale, pour qu'elle examine les

incidences de l'« Opération Rétablissement de l'ordre » lancée par le Gouvernement. Le Conseil vient d'entendre un certain nombre de chiffres contradictoires concernant le nombre effectif de personnes déplacées. À notre avis, il est normal que nous réservions tout jugement sur la question jusqu'à ce que nous disposions de davantage d'éclaircissements.

Le Président : Je vais maintenant à titre national faire une brève intervention.

Je voudrais d'abord marquer notre gratitude à M. Morris pour son exposé extrêmement clair, précis et intéressant sur un sujet très important.

Je saisis cette occasion pour rendre hommage aux actions de M. Morris et du Programme alimentaire mondial.

J'aurai deux questions à poser à M. Morris, la première concernant l'accès aux populations, et la question connexe de la sécurité du personnel humanitaire. C'est comme nous le savons une question essentielle. Jan Egeland, lorsqu'il s'est exprimé devant le Conseil le 21 juin, a rappelé ses préoccupations sur ce sujet. Il a notamment appelé à un renforcement du mandat des opérations de maintien de la paix en se référant à la création de zones de sécurité ou de couloirs de sécurité, qui seraient liés aux priorités humanitaires. Je serais intéressé de connaître le point de vue de M. Morris sur la base des expériences sur le terrain sur cette question.

Deuxième remarque : M. Morris a fait une description effrayante de la situation nutritionnelle des enfants, notamment en Afrique australe. Nous savons l'action qu'il mène en faveur d'une initiative mondiale pour lutter contre la faim chez les enfants. Peut-être serait-il opportun que M. Morris précise ses attentes à l'égard de la communauté internationale et qu'il nous dise comment cette initiative pourrait s'articuler autour des efforts de l'UNICEF et des activités de la Banque mondiale dans la région.

Enfin, je voudrais dire que nous avons écouté avec attention le rapport de M. Morris sur sa visite en Afrique australe. Nous avons bien pris note des indications qu'il a données sur la situation, notamment sur la situation au Zimbabwe, où il a indiqué que 4 millions de personnes étaient en danger. La France est préoccupée par la situation alimentaire au Zimbabwe. Elle forme des vœux pour que les efforts de la communauté internationale, et parmi ceux-ci les efforts du Programme alimentaire mondial, puissent améliorer durablement le sort de la population de ce pays.

Je reprends mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne à nouveau la parole à M. Morris pour lui permettre de répondre aux questions et observations des membres du Conseil.

M. Morris (*parle en anglais*) : Je remercie tous les membres du Conseil de leurs observations et questions perspicaces, utiles et encourageantes. Je vais faire de mon mieux pour y répondre. Les membres ont posé de nombreuses questions qui appelleraient des réponses plus longues, et nous tenterons de fournir prochainement ces réponses par écrit.

La première question qui a été soulevée portait sur le Soudan, notamment le Sud-Soudan et les questions humanitaires dans cette région, y compris la question des réfugiés. La situation est très grave. Nos estimations indiquent que, sans parler du Darfour, il y a 3,2 millions de personnes qui ont besoin d'aide dans la partie du Soudan concernée par le processus de paix actuel. Certains réfugiés reviennent, mais le nombre de personnes qui se sont réfugiées, au Kenya par exemple, dépasse en fait le nombre de personnes qui reviennent au Sud-Soudan.

Je pense que l'ensemble de la communauté humanitaire souffre d'une terrible pénurie de financement. Je ne suis pas venu ici pour demander de l'argent. Tel n'est pas mon objectif, ce matin. Mais les membres du Conseil ont investi des milliards de dollars dans le processus de paix – pour nourrir des populations, accueillir des réfugiés ou d'autres types d'aide humanitaire – au cours des 21 années de conflit. Ma préoccupation, qui je crois est largement partagée, est que, si nous ne sommes pas capables de fournir au moins de la nourriture, de l'eau et des abris aux personnes lorsqu'elles rentrent chez elles, bien des choses pourraient être remises en cause.

Nous sommes en meilleure posture au Darfour. L'acheminement de ressources se passe plutôt bien. La situation en matière de sécurité implique des risques considérables. Nous avons maintenant conclu que, au plus fort de la saison de la faim au Darfour, nous pourrions être amenés à devoir alimenter 3,5 millions de personnes, et j'ai même parfois entendu suggérer que ce chiffre pourrait atteindre les 4 millions. Il y a,

grosso modo, 1,5 million de personnes déplacées au Darfour, mais il n'y a eu aucune récolte au Darfour cette année, et tant que les gens ne se sentiront pas suffisamment en sécurité pour rentrer chez eux il n'y aura pas de récolte l'année prochaine non plus. La pire crainte est que, si les habitants ne se sentent pas en confiance pour rentrer chez eux et reprendre le cours de leur vie et redémarrer le cycle agricole, nous pourrions aboutir à une situation comme celle que nous connaissons en Algérie, où les réfugiés en provenance du Sahara occidental sont maintenant installés depuis 27 ans, avec plus de personnes nées dans les camps que de réfugiés d'origine.

Ainsi, le rétablissement de l'ordre, de la paix et de la sécurité est essentiel pour permettre aux gens de rentrer chez eux. Mais le fait est qu'il y aurait encore 2 millions de personnes au Darfour dépendant de la production agricole de personnes qui sont actuellement déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Pour préserver la paix, nous devons mettre autant l'accent sur la communauté d'accueil que sur les personnes déplacées ou les réfugiés. Sans cela, le résultat pourrait être le chaos : on aurait une situation où le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et différentes organisations non gouvernementales auraient mené une action efficace pour réduire la malnutrition dans les camps, et où soudain la situation alimentaire des habitants des camps, notamment des enfants, serait considérablement meilleure que celle des personnes qui habitent à la périphérie de ceux-ci.

Nous avons eu beaucoup de chance que le Gouvernement tchadien et la population de l'est du Tchad se soient montrés très accueillants vis-à-vis des réfugiés en provenance du Darfour. Mais cela constitue une énorme responsabilité. Nous constatons que cet afflux de population a submergé les ressources en eau et en nourriture; la communauté internationale a répondu généreusement pour aider la population locale. J'imagine que nous fournissons une aide alimentaire à entre 200 000 et 250 000 réfugiés au Tchad, et en définitive à un nombre peut-être légèrement inférieur de citoyens tchadiens de la région – mais un nombre considérable quand même.

C'est pourquoi j'appelle le Conseil à bien vouloir rester très attentif à notre travail et à celui de toute la communauté humanitaire au Soudan. C'est un travail à haut risque. Je ne veux pas me répéter, mais je pense au fait que nous avons nourri 1,8 million de personnes en mai. J'estime que sans doute 700 000 autres personnes dans le nord et le sud auraient dû recevoir une aide alimentaire, mais pour des raisons de sécurité il nous était tout simplement impossible de les atteindre. Nous avions et nous avons encore les aliments disponibles et prêts à être distribués, en raison de la saison des pluies. Nous avons des accords de sous-traitance couvrant près de 900 camions, mais trois conducteurs d'entreprises sous-traitantes ont été tués au cours du dernier mois, et l'on imagine facilement à quel point cela nuit à la motivation des personnes disposées à faire ce type de travail.

La sécurité représente la question prédominante par rapport à la réponse humanitaire et à la réponse à long terme. Nous travaillons en très étroite collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix au Soudan. Nous appuyons le processus de collaboration interinstitutions. Nous comprenons et appuyons la notion de mission intégrée. Au Soudan, nous collaborons étroitement avec le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Pronck et ses Représentants spéciaux adjoints. Nous devons veiller à ne pas confondre, dans l'esprit de l'opinion publique, le rôle de la communauté humanitaire avec celui des soldats de la paix. Nous devons travailler ensemble, mais dès que la population en conflit perçoit la communauté humanitaire comme une extension des activités de maintien de la paix ou d'autres activités militaires, il y a risque qu'elle respecte moins l'espace humanitaire, comme cela a traditionnellement été le cas.

Notre travail consiste à nourrir la population qui a faim et qui est en danger. Nous laissons le règlement de la question politique à d'autres. Nous nous préoccupons de façon égale de tous les affamés – surtout les femmes et les enfants – où qu'ils se trouvent dans le conflit. Nous devons jouir du respect de toutes les parties à une controverse pour pouvoir faire notre travail. Bien sûr, nous participons aussi au processus conjoint d'évaluation des missions, et nous avons aujourd'hui beaucoup plus d'échanges sur la manière dont nous travaillons ensemble que nous n'en avions il y a trois ou quatre ans.

La question de l'Afrique australe et de la manière dont la famille des Nations Unies y collabore n'est peut-être pas un sujet passionnant pour la une des journaux. Mais ce qui se passe à Johannesburg, où les bureaux régionaux sont basés, est que la famille des Nations Unies tout entière s'est rassemblée.

L'Organisation mondiale de la santé, l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme alimentaire mondial sont pour l'essentiel conjointement implantés. Les directeurs régionaux fonctionnent comme une seule équipe. Cela est l'exemple même de la réforme de l'Organisation des Nations Unies qui se produit sur le terrain. Elle se produit parce que, premièrement, la crise est énorme mais également parce que l'attention se concentre sur les bénéficiaires. Je dis à mes collègues du PAM que, si nous faisons notre travail avec les bénéficiaires, tout le reste en ce qui concerne le PAM se fera de lui-même, nous n'aurons pas à nous en préoccuper. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) fait également partie de cet effort. Je pense que les membres seraient tous extrêmement satisfaits de la manière dont la famille des Nations Unies travaille sur le terrain au niveau régional.

Nous oeuvrons à essayer d'obtenir des équipes de pays des Nations Unies qu'elles reflètent le même partenariat. Cela requiert d'adopter un nouveau sens des responsabilités, un nouveau calibre de leadership parmi les coordonnateurs résidents. Dans des pays comme le Lesotho, le Swaziland, le Botswana et la Namibie – des pays dont la population est inférieure à 2 millions d'habitants – si d'un seul coup il y a 30 donateurs et 10 organismes des Nations Unies sur place et que les gouvernements ont des capacités considérablement affaiblies pour toutes les raisons dont nous avons parlé, les gouvernements sont tout simplement dépassés et ils passent leur temps à nous répondre, au lieu de se concentrer sur l'objectif. Il nous faut trouver un moyen pour réunir presque complètement la famille des Nations Unies, en particulier dans les très petits pays. Je suis presque encouragé par le fait que des pays comme le Botswana sont très intéressés par cela.

La comparaison entre notre position aujourd'hui et celle d'il y a trois ans montre qu'une somme remarquable de progrès a été réalisée. Je rencontre toujours les dirigeants de la communauté des organisations non gouvernementales (ONG) avant que nous entamions une mission et vraiment, sans exception, ils ont demandé que la communauté des Nations Unies reste unie comme une seule famille car cela les aide énormément.

Les problèmes qui existent au Zimbabwe sont difficiles et posent un vrai défi. C'est un pays dans lequel environ 4 millions de personnes sont maintenant en danger. Au plus haut niveau de 2003, nous fournissions de la nourriture à 5,5 millions de personnes au Zimbabwe; en 2004, ce chiffre est tombé à 4 millions; et, en avril de cette année, nous avons fourni de la nourriture à 1,1 million de personnes. Je dois dire au Conseil que nous avons commencé avec quatre organisations non gouvernementales partenaires. Au plus haut point, nous sommes montés à 23; aujourd'hui, nous en avons 15.

Je suis allé voir le Président Mugabe ce mois-ci, et nous avons parlé en termes très directs de l'importance de pouvoir nous rendre dans tout le pays pour donner à manger aux plus affamés et aux plus pauvres, de ne pas rencontrer d'ingérence ou de ne pas subir d'influence politique d'aucune sorte relatives aux endroits où nous nous rendons et à la manière dont nous faisons notre travail. J'ai dit que nous ne pouvions pas faire notre travail sans nos partenaires des ONG et qu'elles avaient besoin d'être respectées et appuyées.

Il y a trois ans, lorsque je l'ai rencontré pour la première fois, j'ai juste dit que si nous n'avions pas cette liberté et cette souplesse, nous partirions tout simplement, que nous n'aurions aucune tolérance pour les ingérences quelles qu'elles soient. Je dois dire que nous avons été en mesure de faire notre travail et de distribuer la nourriture que le Programme alimentaire mondial reçoit parce que le Conseil nous appuie. Nous avons pu faire notre travail et agir en faveur de ceux qui ont le plus besoin de nous. J'ai eu à nouveau cette fois-ci la même conversation et j'ai souligné l'importance essentielle de la communauté des ONG.

Je peux assurer sans équivoque au Conseil que la nourriture que les membres nous fournissent parvient à ceux qui en ont besoin au Zimbabwe. Le Gouvernement distribue de la nourriture provenant d'autres sources, et j'ai eu la même conversation avec le Président à propos de l'adhésion du Gouvernement au même genre de politiques acceptées au niveau international, que nous suivons. Mais je peux assurer au Conseil que la nourriture que les membres nous donnent parvient à ceux qui en ont besoin.

C'est une situation difficile. Vous vous souviendrez peut-être qu'il y a un an, ils avaient estimé que leur production céréalière serait de 2,4 millions de

tonnes métriques. Ils ont besoin de 1,8 million de tonnes métriques de céréales pour nourrir la population. La meilleure estimation actuelle du Comité d'évaluation de la vulnérabilité au Zimbabwe (ZIMVAC), organe comprenant des représentants de l'Organisation des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et du Gouvernement, suggère que la production de cultures sera entre 400 000 et 600 000 tonnes métriques. Cela est différent de l'étude d'évaluation alimentaire que le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture auraient faite ensemble, mais elle est suffisamment complexe pour que nous lui fassions confiance, et nous pouvons vous dire que nous avons confiance en celle-ci. Comme je l'ai dit, le Zimbabwe a besoin de 1,8 million de tonnes pour nourrir la population et avait fait part du fait que la production serait de 2,4 millions de tonnes métriques. Donc, il y a maintenant un déficit de 1,4 million de tonnes dans le pire des cas et de 1,2 million de tonnes dans le meilleur des cas.

Le Gouvernement zimbabwéen a dit « Nous sommes partie prenante. Il est de notre responsabilité de nourrir notre population, et nous avons fait une soumission et nous nous sommes engagés à acheter 1,2 million de tonnes métriques de nourriture. » Telle est la position officielle; c'est ce qu'ils diraient si la question leur était posée. Ils diraient également qu'ils vont acheter 600 000 tonnes supplémentaires de nourriture pour renflouer leurs réserves. Ils ont été peu enclins à demander l'aide de la communauté internationale mais ils ont employé des mots qui donnent à penser que si la communauté internationale choisit de les aider, cette aide serait la bienvenue. Cela ne nous plaît pas. Il est par tradition plus facile pour nous de travailler si les gens disent ce dont ils ont besoin et l'expliquent, et nous nous occupons d'organiser cela.

Nous avons avant tout dit que nous essaierons de rassembler autour de 300 000 tonnes métriques de ressources et de nourriture. À l'évidence, s'ils produisent les 1,2 million et que les 400 000 à 600 000 sont fournis, cela, ajouté aux 300 000, est légèrement supérieur à leurs besoins céréaliers. Seul le temps nous le dira. C'est une situation très difficile. Ils ont manifestement eu de très mauvaises conditions climatiques mais vous connaissez tous aussi bien que moi, si ce n'est mieux, la dynamique qui a cours là-bas. Il y a quelques pays dans le monde qui m'ont beaucoup préoccupé l'année dernière, notamment la Corée du Nord et le Soudan, et celui-ci est dans cette catégorie. Donc, nous vous tiendrons tout simplement informés.

Je suis reconnaissant à la Russie d'avoir parlé de l'approche multilatérale. Il y a toutes sortes de raison pour lesquelles un pays choisit d'en aider un autre. Mais si je pouvais juste vous dire que grâce à l'aide multilatérale – l'aide qui passe par les institutions comme la nôtre ou par des ONG – 90 % de la nourriture que nous distribuons parvient à ceux qui ont le plus faim, à ceux qui sont les plus pauvres dans un pays. Nous n'avons pas d'objectif quel qu'il soit autre que l'objectif humanitaire d'assurer que ceux qui courent le plus de risques – habituellement les femmes et les enfants – soient nourris. Nous savons que nous avons de très bonnes capacités d'évaluation des besoins, de ciblage de la distribution et, en fait, de distribution physique et ensuite de mesure, de surveillance et d'évaluation de ce que nous avons fait, et c'est à vous que nous rendons des comptes.

Donc, au moment où vous réfléchissez à ce que sont les objectifs – et je suis sensible à l'honnêteté des différentes approches – la démarche humanitaire visant à apporter de la nourriture à ceux qui courent le plus de risques est plus efficace, dans la plupart des cas, par le biais d'une institution multilatérale. Nous ne traitons pas la nourriture comme une monnaie. Nous sommes très respectueux des marchés. Et je voudrais rapidement procéder à cette observation.

Je remercie le représentant du Brésil d'avoir parlé des urgences oubliées. Notre attention est dirigée sur le tsunami ou la situation au Darfour. Mais le fait est que 92 % des personnes qui vont mourir de faim aujourd'hui se trouvent dans des lieux qui ne font pas les gros titres, des lieux oubliés auxquels la plupart des gens ne pensent pas. La vie d'une personne qui meurt sur une route poudreuse de Bolivie, du Malawi ou du Bangladesh a autant de valeur que celle de quelqu'un qui périt dans une situation dont on entend beaucoup parler. Nous avons tous fait des dons généreux à la suite du tsunami; là, nous avons obtenu tout l'argent voulu. Il n'en demeure pas moins que, chaque jour, 25 000 personnes meurent de faim, dont 18 000 enfants, soit un enfant toutes les cinq secondes, 24 heures sur 24. Tous les 10 jours, il se produit un « tsunami » dans le monde, dans toutes sortes d'endroits.

Notre collègue roumain a demandé ce que le Conseil était en mesure de faire. Il est le principal

organe décisionnaire du monde entier. Le fait que le Conseil de sécurité s'intéresse au problème de la faim, comme il l'a fait aujourd'hui et à plusieurs reprises par le passé, constitue un message puissant.

J'ai essayé de répondre à mon collègue du Royaume-Uni en abordant la question du renforcement des capacités.

À l'évidence, il s'opère vraiment un changement climatique, mais la donne a changé. Nous réalisons aujourd'hui trois fois plus d'évaluations de catastrophes naturelles qu'en 1960. Je ne suis pas scientifique, mais je sais que les choses ont changé.

L'accès humanitaire est un principe fondamental de nos activités. Il est rare que nous fassions des concessions à ce sujet. Nous exigeons un accès sans entraves à la population dans tous les pays où nous intervenons. Concernant la sécurité de l'accès humanitaire, nous avons, l'an dernier, multiplié par quatre les mesures visant à assurer la sécurité de notre propre personnel. Notre budget s'en trouve lourdement grevé. Cette augmentation des frais réduit d'autant les ressources disponibles pour nourrir les gens. Nous comptons, aux quatre coins du monde, 135 lieux d'affectation relevant de la phase III ou plus, suivant les critères du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité. Plusieurs membres du Conseil ont eu de belles paroles pour notre personnel. Son engagement humanitaire est remarquable. Nous avons un mur d'honneur dans notre bâtiment. Soixante-deux fonctionnaires du Programme alimentaire mondial ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions humanitaires. Nous exigeons de pouvoir aller partout. La Corée du Nord est à peu près le seul endroit au monde où nous ne bénéficions pas d'un accès total. Nous avons accès à environ 160 des 203 comtés du pays. C'est le seul endroit où nous avons dû un tant soit peu transiger sur notre principe concernant l'accès.

Je note avec satisfaction que des membres du Conseil ont évoqué les Objectifs du Millénaire pour le développement et le problème de la faim chez les enfants. Je suis fermement convaincu qu'une action mondiale collective, dirigée par le PAM, l'UNICEF, la Banque mondiale et les organisations non gouvernementales compétentes, avec le concours du secteur privé, des organisations confessionnelles et des associations au service de la jeunesse, peut changer le cours des choses. Disons qu'il y a probablement en Afrique 115 millions de personnes qui ont besoin d'être aidées : 93 millions d'enfants et leur mère. Rien ne peut remplacer le fait d'avoir été mis au monde et allaité par une mère en bonne santé. D'après nos estimations, cela exige une dépense annuelle d'environ 5 milliards de dollars. Quarante à 50 % de cette somme peut être fournie par les gouvernements hôtes. Le Kenya finance, au prix d'efforts extraordinaires, notre action d'alimentation infantile dans le pays. Le Malawi fait la même chose. Il s'est engagé à verser 13 millions de dollars pour soutenir les activités du PAM dans le pays.

Mon sentiment est que nous avons besoin d'un mouvement mondial qui dise qu'il n'est plus acceptable que des enfants souffrent de la faim. Si chacun faisait un tant soit plus, on y arriverait en dépensant autant que pour nourrir la population belge après la Première Guerre mondiale. C'est la même somme qui a suffi pour nourrir les habitants de Berlin pendant le pont aérien. C'est la même somme qui a permis de construire Disneyland à Paris. Reste à trouver la manière dont la communauté internationale peut vaincre la faim infantile dans le monde. Le Conseil verra l'UNICEF, la Banque mondiale, la Croix-Rouge et toutes catégories de personnes se mobiliser dans ce sens.

Nous comptons à présent sur des partenaires commerciaux. Nous n'aurions pas pu conduire nos activités après le tsunami sans l'aide de Citicorp, du Boston Consulting Group et de la société néerlandaise T & T. Cette dernière emploie 175 000 personnes. Chacune d'entre elles s'est engagée à subvenir aux besoins alimentaires d'un enfant scolarisé, et la société a promis d'y veiller. Dès lors que nous commençons à mettre suffisamment de choses en place, nous sommes en mesure d'obtenir des résultats tangibles.

Le Canada a pris le formidable engagement de nourrir les enfants de cinq pays africains. Comme je l'ai déjà dit, grâce à son engagement en faveur de l'éducation des filles au Mali, leur taux de scolarisation est passé de 34 % à 43 % en l'espace de deux ans. Il y a tout lieu d'espérer que la France et la Belgique accorderont un intérêt particulier aux pays francophones de l'Afrique. Au Niger, le taux de scolarisation des enfants est très faible.

Nous avons une chance de nouer le même type de partenariat en Amérique centrale. Dans un pays comme le Guatemala, 50 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. Cette proportion

est moindre à El Salvador, au Honduras et au Nicaragua, mais n'en est pas moins très importante. La Banque interaméricaine de développement, le secteur privé et la Banque mondiale sont en train de s'impliquer.

Il s'agit de choses faisables et, à l'évidence, primordiales. Je veux penser que nous allons trouver un moyen de forger cet extraordinaire partenariat. En nourrissant les 300 millions d'enfants qui souffrent de la faim dans le monde, nous aurons déjà atteint environ la moitié des personnes actuellement touchées par le problème. En nourrissant un enfant, vous contribuez de façon notable à réduire la mortalité infantile, à améliorer la santé maternelle, à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes – les petites filles étant proportionnellement plus touchées par la faim –, à lutter contre le VIH/sida et à promouvoir l'universalisation de l'enseignement primaire. Tout cela correspond aux six premiers Objectifs du Millénaire pour le développement. Si nous nous attachons à lutter contre la faim chez les enfants, nous parviendrons à réaliser d'immenses progrès dans ce sens.

J'ai également écouté avec satisfaction les commentaires du représentant du Japon. Il est toujours très émouvant de rencontrer au Japon, ou en l'occurrence en Allemagne, des personnes qui ont profité de la reconstruction du système éducatif et bénéficié de la distribution de vivres, lait et céréales dans les écoles grâce à la générosité de la communauté internationale. L'ancien Ministre japonais de l'agriculture m'a dit un jour que le lait et les céréales fournis par les États-Unis aux Japonais après la Deuxième Guerre mondiale avaient remis sur pied le système éducatif japonais et transformé son pays. J'ai eu la même expérience avec des ministres allemands. Le fait est que tous les enfants de la planète méritent ce type d'appui. Une telle aide permet d'atténuer les sentiments d'envie et de colère et contribue grandement à la paix et à la stabilité.

Nous travaillons en étroite collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUP) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Sans rentrer dans le détail, je dirai simplement que ces partenariats sont très efficaces, surtout sur le terrain.

Je me félicite de l'engagement de la Chine. Nous travaillons en Chine depuis 40 ans et y avons nourri des dizaines de millions de personnes. La Chine n'a plus besoin de nous. Nous allons clore nos opérations en Chine en décembre de cette année et la Chine va devenir un grand bailleur de fonds du PAM, ce qui est une formidable transition. Le PAM sera toujours disposé à aider la Chine en cas d'urgence, mais ce pays va devenir un important partenaire prêt à intervenir pour nous aider.

Le représentant de la Grèce a posé des questions sur la faim chez les enfants. Nous travaillons en étroite collaboration avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). Le chef d'ONUSIDA dirait que la faim et la nutrition sont les principaux facteurs de la lutte contre le VIH. Les personnes bien nourries ont de meilleures chances de résister. Celles qui sont infectées mais bien nourries sont plus à même de résister aux maladies opportunistes. Si leur état est grave mais qu'elles sont bien nourries, elles pourront vivre encore quelques mois ou quelques années au côté de leurs enfants.

Au-delà de cela, l'effort le plus important que le monde doit consentir dans le combat contre le VIH est la sensibilisation des enfants âgés de 5 à 15 ans à la gravité de cette pandémie. C'est à l'école que ça marche le mieux et surtout, quand les enfants sont convenablement alimentés et nourris pour pouvoir bien apprendre à l'école. Peter Piot vous dirait que lorsqu'il se rend dans un village où le sida est très répandu, la première chose qu'on lui demande, c'est de la nourriture et de l'eau : un traitement antirétroviral ne fonctionne pas sur un organisme insuffisamment nourri.

Je voudrais remercier mon collègue de l'Algérie, pays qui est devenu un donateur très important. Nous travaillons étroitement avec l'Union africaine et dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. S'agissant de la question de l'investissement de base dans l'infrastructure agricole, il y a eu une époque où 12 % de l'aide publique au développement était consacrée aux investissements de base. Ce chiffre est maintenant tombé à 4 %. Sachant que 80 % de l'Afrique dépend de l'agriculture, réduire des deux tiers le montant de l'investissement dans l'infrastructure de base destinée à l'agriculture est donc

complètement absurde. Le NEPAD et l'Union africaine ont pris l'engagement d'encourager les pays africains à investir 10 % dans l'infrastructure agricole de base. La différence au niveau des résultats serait immense.

Nous avons un grand nombre de petits programmes « vivres contre travail », dans le cadre desquels nous investissons dans des systèmes de micro-irrigation ou dans la reconstruction de routes, mais nous n'avons pas la capacité de passer à une échelle supérieure. C'est un pas important dans la bonne direction qu'ont franchi le NEPAD et l'Union africaine.

Nous sommes, bien sûr, profondément reconnaissants aux États-Unis. L'accent qu'ils ont mis sur le Niger me donne l'occasion d'évoquer l'invasion de criquets, qui est un fléau, mais également le fait que dans les neuf pays du Sahel qui ont l'un des plus faibles taux de scolarisation du monde, nous avons l'occasion de collaborer avec les neuf ministres de la santé et de l'éducation pour faire basculer la situation – notamment dans un endroit comme le Niger, où 20 %, peut-être, des enfants sont scolarisés. Nous savons que, lorsque l'école propose un repas, les enfants viennent, qu'ils restent, qu'ils apprennent, alors quand ils vont à l'école pendant un mois d'affilée, nous leur donnons de l'huile végétale à emporter chez eux pour compenser dans une certaine mesure la perte qu'a occasionnée à la famille l'absence de l'enfant.

Je voudrais dire au représentant de la Tanzanie que nous travaillons en étroite collaboration avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA). La CDAA est un partenaire constant de notre travail au niveau de la région, pour ce qui est de la sécurité alimentaire, du VIH, des systèmes d'alerte rapide – c'est une bonne chose.

Le représentant de la France a posé une question sur l'accès à la population et la sécurité de notre personnel. J'espère que j'ai répondu à la question. Il a également évoqué la question des problèmes nutritionnels des enfants. Nous mettons tout particulièrement l'accent sur l'iode, le fer, la vitamine A; nous savons que si nous pouvons apporter des compléments dans l'alimentation – cela coûte très peu d'argent d'ajouter des suppléments vitaminés dans un biscuit, par exemple, ou tout autre aliment de base à distribuer – nous aurons pour un investissement minime un résultat immense par quantité de produits distribués.

J'espère que vous nous aiderez tous à réfléchir sur la façon de renforcer ce mouvement – ce partenariat – pour faire évoluer la question de la faim des enfants dans le monde. En donnant à manger à une petite fille, en lui permettant d'aller à l'école pendant quelques années, c'est toute sa vie que vous changez. Nous pouvons nourrir un enfant au Bangladesh pour 16 dollars par année scolaire. Nous pouvons nourrir un enfant en Corée du Nord pour 24 dollars par an et en général, pour 35 dollars par an, nous pouvons donner un repas à un enfant pendant tous les jours d'école de l'année. Le pouvoir de cet investissement est absolument immense.

Le Président : Je remercie M. Morris des précisions qu'il a apportées et des réponses qu'il a bien voulu fournir aux membres du Conseil.

Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 40.